

Comptes consolidés

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

État de la situation financière

en k€	Notes	2025	2024
<i>Goodwill</i>	A1-A3	356 055	276 633
Immobilisations incorporelles	A2-A3	231 080	251 237
Immobilisations corporelles	A4	424 129	397 537
Droits d'utilisation	A5	37 623	36 861
Autres actifs financiers	A6	45 123	12 993
Participations comptabilisées par mise en équivalence	A7	3 374	4 511
Impôts différés actifs	A8	24 891	24 628
Actif non courant		1 122 276	1 004 401
Stocks et travaux en-cours	A9	378 791	404 166
Créances clients	A10	201 154	196 081
Autres actifs financiers	A6	3 668	4 312
Autres débiteurs	A11	85 777	89 931
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A12	122 500	149 631
Actif courant		791 891	844 121
Actifs destinés à être cédés	A13	—	—
Actif		1 914 167	1 848 522
Capital émis		10 488	10 488
Réserves attribuables aux propriétaires de la société mère		1 114 702	1 032 628
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	A14	1 125 190	1 043 117
Intérêts non contrôlés	A14	-208	286
Capitaux propres		1 124 982	1 043 403
Impôts différés passifs	A8	50 408	57 233
Provisions pour avantages du personnel	A15	21 153	20 358
Autres provisions	A16	7 901	8 899
Obligations locatives	A17	27 646	26 552
Autres passifs financiers	A18	150 410	222 088
Autres créditeurs	A19	15 358	5 430
Passif non courant		272 876	340 559
Autres provisions	A16	1 371	776
Dettes fournisseurs	A20	170 842	174 574
Obligations locatives	A17	11 325	11 550
Autres passifs financiers	A18	105 881	57 977
Autres créditeurs	A19	226 890	219 683
Passif courant		516 309	464 560
Passif		1 914 167	1 848 522

État du résultat de la période

en k€	Notes	2025	2024	Variation
Revenu des activités ordinaires	A21	1 464 677	1 397 380	4,8%
Achats consommés	A22	-487 964	-456 117	
Charges externes	A23	-281 242	-262 223	
Charges de personnel		-398 936	-383 213	
Impôts et taxes		-18 545	-17 404	
Dépréciations et provisions	A24	-55 074	-51 192	
Autres produits et charges courants	A25	11 505	4 592	
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions¹		234 422	231 821	1,1%
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	A24	-4 765	-4 324	
Résultat opérationnel courant		229 657	227 497	0,9%
Autres produits et charges non courants	A26	-3 525	-10 422	
Résultat opérationnel		226 132	217 075	4,2%
Produits et charges financiers	A27	-8 627	-9 282	
Résultat avant impôt		217 505	207 793	4,7%
Impôt sur le résultat	A28	-67 242	-62 478	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	A7	188	467	
Résultat de la période		150 451	145 782	3,2%
attribuable aux propriétaires de la société mère		150 887	145 290	3,9%
attribuable aux intérêts non contrôlés		-436	492	-188,6%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	A30	18,01 €	17,35 €	3,8%
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	A30	18,00 €	17,34 €	3,8%

¹afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. Celui-ci s'avère en effet matériel compte tenu des dernières opérations de croissance externe réalisées. En conséquence, notre état du résultat indique un résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions (voir note A24)

État du résultat global

en k€	2025	2024	Variation
Résultat de la période	150 451	145 782	3,2 %
Écarts de conversion ¹	-60 678	918	
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture	1 995	1 733	
Autres éléments du résultat global - Éléments recyclables	-58 683	2 651	-2313,6 %
Écarts actuariels	160	508	
Autres éléments du résultat global - Éléments non recyclables	160	508	-68,5 %
Autres éléments du résultat global (avant impôt)	-58 523	3 159	-1952,8 %
Impôt sur les autres éléments recyclables du résultat global	-515	-448	
Impôt sur les autres éléments non recyclables du résultat global	-154	-206	
Résultat global	91 258	148 287	-38,5 %
attribuable aux propriétaires de la société mère	91 748	147 827	-37,9 %
attribuable aux intérêts non contrôlés	-490	461	-206,4 %

¹les écarts de conversion en 2025 portent principalement sur les devises USD, JPY, et INR, dont les cours ont matériellement évolué sur la période

État de variation des capitaux propres

en k€	Capital émis	Primes	Réserves	Réserves de conversion	Résultat de la période	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres
Capitaux propres au 31/12/2023	10 573	6 534	791 269	-29 373	121 298	900 301	9 616	909 917
Affectation du résultat 2023	—	—	110 245	—	-110 245	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	-11 053	-11 053	-4	-11 057
Titres d'autocontrôle	—	—	799	—	—	799	—	799
Mouvements de périmètre	—	—	7 655	—	—	7 655	-9 786	-2 131
Autres variations	-84	—	-2 327	—	—	-2 411	—	-2 411
Résultat global	—	—	1 587	950	145 290	147 827	461	148 287
Capitaux propres au 31/12/2024	10 488	6 534	909 228	-28 423	145 290	1 043 117	286	1 043 403
Affectation du résultat 2024	—	—	133 142	—	-133 142	—	—	—
Distribution de dividendes	—	—	—	—	-12 148	-12 148	-4	-12 152
Titres d'autocontrôle	—	—	1 158	—	—	1 158	—	1 158
Mouvements de périmètre	—	—	91	—	—	91	—	91
Autres variations	—	—	1 225	—	—	1 225	—	1 225
Résultat global	—	—	1 485	-60 625	150 887	91 748	-490	91 258
Capitaux propres au 31/12/2025	10 488	6 534	1 046 329	-89 048	150 887	1 125 190	-208	1 124 982

L'assemblée générale des actionnaires de Virbac, qui s'est tenue le 19 juin 2025, a approuvé le versement d'un dividende de 1,45€ par action au titre de l'exercice 2024, soit un montant total de 12 166 457€ (ce montant a été ramené à 12 147 845€ compte tenu du nombre d'actions en circulation).

La ligne "Autres variations" reflète essentiellement l'impact de l'hyperinflation en Turquie.

État de variation de la trésorerie

en k€	2025	2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	149 631	175 906
Concours bancaires courants	-3 567	-2 517
Intérêts courus non échus passifs	-27	-31
Trésorerie nette d'ouverture	146 037	173 358
Trésorerie et équivalents de trésorerie	122 500	149 631
Concours bancaires courants	-1 165	-3 567
Intérêts courus non échus passifs	-38	-27
Trésorerie nette de clôture	121 298	146 037
Impact des écarts de conversion	-15 302	939
Impact des mouvements de périmètre	5	57 623
Variation nette de la trésorerie	-9 442	-85 883

État des flux de trésorerie

en k€	Notes	2025	2024
Résultat de la période		150 451	145 782
Élimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	A7	-188	-467
Élimination des amortissements et provisions	A16-A24	60 590	57 352
Élimination de la variation d'impôts différés	A8	-3 188	-4 584
Élimination des résultats de cessions	A25	1 107	2 451
Autres charges et produits sans impact trésorerie		-20 735	5 519
Marge brute d'autofinancement		188 037	206 053
Intérêts financiers nets décaissés	A27	4 269	4 727
Dette d'impôt sur les sociétés provisionnée sur la période		70 945	67 510
Marge brute d'autofinancement avant intérêts financiers et impôt sur les sociétés		263 252	278 290
Incidence de la variation nette des stocks	A9	4 204	-20 890
Incidence de la variation nette des créances clients	A10	-15 735	-4 892
Incidence de la variation nette des dettes fournisseurs	A20	11 925	4 076
Impôt sur les sociétés décaissé		-77 866	-44 891
Incidence de la variation nette des autres créances et dettes	A11-A19	13 210	-7 472
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement		-64 261	-74 069
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		198 990	204 221
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	A2-A20	-9 904	-11 193
Acquisitions d'immobilisations corporelles	A4-A20	-92 236	-69 246
Cessions d'immobilisations	A25	124	274
Variation des actifs financiers	A6	-1 266	2 934
Variation des dettes relatives aux acquisitions d'actifs		-576	-3 485
Acquisitions de filiales ou d'activités	A1	-95 697	-348 436
Cessions de filiales ou d'activités		—	—
Retenue à la source sur distributions		—	—
Dividendes reçus	A7	925	463
Flux net affecté aux investissements		-198 629	-428 689
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère	A36	-12 148	-11 054
Dividendes versés aux intérêts non contrôlés		-4	-4
Variation des titres d'autocontrôle		—	—
Transaction entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle ²	A1	—	-17 492
Augmentation/réduction de capital		—	—
Placements de trésorerie		—	—
Souscriptions d'emprunts	A18	159 385	273 632
Remboursements d'emprunts	A18	-140 071	-89 291
Remboursements d'obligations locatives	A17	-12 697	-12 479
Intérêts financiers nets décaissés	A27	-4 269	-4 727
Flux net provenant du financement		-9 803	138 585
Flux de trésorerie		-9 442	-85 883

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Note d'information générale

Virbac est un laboratoire mondial indépendant exclusivement dédié à la santé animale qui dispose sur ce marché d'une gamme complète destinée aux animaux de compagnie et aux animaux d'élevage.

L'action Virbac est cotée à la bourse de Paris sur le compartiment A de l'Euronext.

Virbac est une société anonyme de droit français, dont la gouvernance a évolué en décembre 2020 d'une organisation à directoire et conseil de surveillance vers une organisation intégrant une direction générale (qui s'appuie sur un comité de direction Groupe) et un conseil d'administration. Son nom commercial est "Virbac". La société a été créée en 1968 à Carros.

L'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire du 17 juin 2014 ayant adopté la résolution relative à la refonte des statuts, la durée de la société a été prorogée de 99 ans, c'est-à-dire jusqu'au 17 juin 2113.

Le siège social est situé à 1^{ère} avenue 2065 m LID 06516 Carros. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Grasse sous le numéro 417350311 RCS Grasse (France).

Nos comptes consolidés de l'exercice 2025 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 17 mars 2026. Ils seront soumis pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires du 29 juin 2026 qui dispose du pouvoir de les faire modifier. Les notes explicatives, ci-après, accompagnent la présentation de nos comptes consolidés et en sont partie intégrante.

Événements significatifs de la période

Nomination du nouveau directeur général

Le 18 juin 2025, le conseil d'administration de Virbac a nommé Paul Martinqell en qualité de directeur général avec une prise de fonction au 1^{er} septembre 2025. Cette nomination a fait l'objet d'un communiqué de presse le 19 juin dernier disponible sur notre site corporate.

Habib Ramdani, qui avait été nommé directeur général par intérim par le conseil d'administration suite à la démission de Sébastien Huron effective au 27 septembre 2024, a repris ses fonctions précédentes de directeur des Affaires Financières Groupe et directeur général délégué au 1^{er} septembre 2025.

Impacts des droits de douane aux États-Unis

La politique commerciale des États-Unis en matière de droits de douane a évolué durant l'année écoulée. Nous prévoyons un impact modéré de l'augmentation possible des tarifs douaniers aux États-Unis. En effet, environ deux tiers de notre chiffre d'affaires américain en 2025 et près de 80% d'ici fin 2026 (en raison des projets industriels en cours) devraient être générés par notre production locale aux États-Unis.

À date, l'impact direct maximal des droits de douane (c'est-à-dire ne tenant pas compte d'éventuelles augmentations de prix qui pourraient compenser tout ou partie de ces impacts), tels qu'évalués à ce jour, se situe autour de 3 millions US\$ en année pleine. L'impact de la récente décision de la Cour suprême américaine est en cours d'analyse au niveau du Groupe.

Acquisition au Royaume-Uni de la société détentrice de la propriété intellectuelle de Thyronorm le 16 décembre 2025

Le 16 décembre, nous avons finalisé l'acquisition de la société détenant les droits, brevets, et l'ensemble de la propriété intellectuelle relative à Thyronorm (représentant environ 15 millions € de chiffre d'affaires annuel), un médicament innovant contre l'hyperthyroïdie féline, une affection touchant plus de 10 % des chats âgés. Cet ajout complète le portefeuille existant et devrait être relutif sur les ventes et la marge d'Ebitda dès la première année.

Virbac assurera la distribution directe au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande (sous le nom Thyronorm) ainsi qu'aux États-Unis (sous le nom Felanorm). En Europe, la distribution passera des partenaires actuels (Boehringer Ingelheim, Elanco) à Virbac au cours des prochaines années.

Événements significatifs postérieurs à la clôture

Situation géopolitique au Moyen-Orient

Ce début d'année 2026 est marqué par l'émergence d'un conflit armé au Moyen-Orient. L'évaluation de ses impacts potentiels sur les activités opérationnelles et ses répercussions financières pour le Groupe est en cours.

Toutefois, Virbac ne détient aucun site de production, centre logistique ou actif significatif dans les zones directement concernées par le conflit. Aucune participation dans des entités locales n'est enregistrée au bilan par ailleurs.

Le chiffre d'affaires réalisé dans cette région est négligeable (moins de 0,4% du chiffre d'affaires consolidé) et le Groupe ne dépend d'aucun fournisseur stratégique localisé dans la zone de conflit, Virbac bénéficiant par ailleurs de sources d'approvisionnement diversifiées.

Nous suivons de très près l'évolution de la situation et les possibles effets induits sur les flux logistiques et les coûts de l'énergie, bien qu'aucun impact matériel n'ait été identifié à la date de publication des présents états financiers.

Principes et méthodes comptables

Conformité et base de préparation des comptes

Les états financiers consolidés couvrent les périodes de douze mois arrêtées au 31 décembre 2025 et 2024.

Conformément au règlement n°1606/2002 du parlement européen et du conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, nous présentons nos états financiers consolidés selon le référentiel comptable international. Ce référentiel intègre les normes comptables internationales *IFRS* (*International financial reporting standards*), les *IAS* (*International accounting standards*) ainsi que les interprétations *SIC* (*Standards interpretations committee*) et *Ifric* (*International financial reporting interpretations committee*) applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2025.

Nos états financiers consolidés au 31 décembre 2025 sont établis conformément au référentiel publié par l'*IASB* (*International accounting standards board*) et au référentiel adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2025. Le référentiel *IFRS* adopté par l'Union européenne au 31 décembre 2025 est disponible à la rubrique "Interprétations et normes *IAS/IFRS*", sur le site suivant :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/standards-interpretations/index_fr.htm.

Les états financiers consolidés ont été établis selon les principes généraux des *IFRS* : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

Nouvelles normes et interprétations

Normes et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2025

- Amendements à *IAS 21* - Absence de convertibilité

Décisions *Ifric* applicables pour la période

- *IFRS 9* Instruments financiers – Garanties émises sur les obligations d'autres entités
- *IAS 38* Immobilisations incorporelles – Comptabilisation d'immobilisations incorporelles provenant des dépenses liées au climat
- *IAS 29* Information financière dans les économies hyperinflationnistes – Évaluation des indicateurs d'économies hyperinflationnistes

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur nos comptes.

Règles de consolidation appliquées

Périmètre et méthodes de consolidation

Conformément à *IFRS 10* "États financiers consolidés", nos états financiers consolidés incluent les comptes de toutes les entités que Virbac contrôle directement ou indirectement, quel que soit son niveau de participation dans les capitaux propres de ces entités. Une entité est contrôlée par Virbac dès lors que les trois critères suivants sont cumulativement respectés :

- Virbac détient le pouvoir sur la filiale lorsqu'elle a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes ;
- Virbac est exposée à, ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec cette entité ;
- Virbac a la capacité d'exercer son pouvoir sur cette entité de façon à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

La détermination du contrôle prend en compte l'existence de droits de vote potentiels s'ils sont substantifs, c'est-à-dire s'ils peuvent être exercés en temps utile lorsque les décisions sur les activités pertinentes de l'entité doivent être prises. Les entités sur lesquelles Virbac exerce ce contrôle sont consolidées par intégration globale. Le cas échéant, les intérêts non contrôlés (intérêts minoritaires) sont évalués à la date d'acquisition à hauteur de la juste valeur des actifs et passifs nets identifiés.

Conformément à IFRS 11 "Partenariats", nous classons les partenariats en coentreprise. Selon les partenariats, Virbac exerce :

- un contrôle conjoint sur un partenariat lorsque les décisions concernant les activités pertinentes du partenariat requièrent le consentement unanime de Virbac et des autres parties partageant le contrôle ;
- une influence notable sur une entreprise associée lorsqu'elle détient le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle, sans toutefois pouvoir contrôler ou exercer un contrôle conjoint sur ces politiques.

Les coentreprises et les entreprises associées sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément à la norme IAS 28 "Participations dans des entreprises associées et coentreprises".

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2025 regroupent les états financiers des sociétés que Virbac contrôle directement ou indirectement, de droit ou de fait. La liste des sociétés consolidées est présentée en note A40.

Les variations de périmètre intervenues au cours de la période sont les suivantes : intégration de l'entité Virbac NI Licences Ltd, et liquidation des entités Centrovet Inc. et Shandong Weisheng Biotech Co. Ltd (anciennement mise en équivalence).

Toutes les transactions réalisées entre les sociétés du Groupe ainsi que les profits internes sont éliminés dans les comptes consolidés.

Méthodes de conversion

■ Conversion des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées

Les valeurs immobilisées et les stocks acquis en devises sont convertis en monnaie fonctionnelle aux cours de change en vigueur à la date d'acquisition. L'ensemble des actifs et passifs monétaires libellés en devises est converti aux cours de change en vigueur à la date de clôture. Les gains et pertes de change qui en résultent sont enregistrés au compte de résultat.

■ Conversion des comptes des sociétés étrangères

En application de la norme IAS 21 "Effets des variations des cours des monnaies étrangères", chacune de nos entités comptabilise ses opérations dans sa monnaie fonctionnelle, monnaie la plus représentative de son environnement économique.

Nos états financiers consolidés sont présentés en euros. Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis selon les principes suivants :

- les postes du bilan sont convertis au taux en vigueur à la clôture de la période. Les écarts de conversion résultant de l'application d'un taux de change différent sur les capitaux propres d'ouverture sont constatés dans les autres éléments du résultat global ;
- les comptes de résultat sont convertis au taux moyen de la période. Les écarts de conversion résultant d'un taux de change différent du taux de bilan sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

Depuis 2024, le Groupe applique la norme IAS 29 liée aux économies hyperinflationnistes. Bien que la Turquie — seul pays concerné au sein de notre périmètre — figure sur cette liste depuis 2022, son poids financier restait jusqu'ici négligeable. Toutefois, l'augmentation de notre activité locale et l'acquisition de la filiale Mopsan fin 2024 nous ont conduits à mettre en œuvre ces dispositions comptables depuis l'année dernière, même si l'impact global demeure non matériel en 2025.

L'impact de l'hyperinflation, trivial, est traité en "Autres variations" dans la variations des capitaux propres, en résultat financier au compte de résultat, et sur les lignes "Mouvements de périmètre et autres" dans les postes bilantiels concernés.

Règles comptables appliquées

Goodwill

Les goodwill comptabilisés à l'actif de notre état de la situation financière correspondent à l'excédent, à la date d'acquisition, du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris. Ils incluent également le montant des fonds de commerce acquis.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "dépréciation d'actifs", la valeur des goodwill est testée au moins une fois par an, lors de la clôture annuelle, indépendamment de tout indice de perte de valeur, et systématiquement dès lors que des événements ou des circonstances nouvelles indiquent une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests, les valeurs d'actifs sont regroupées par UGT (Unité génératrice de trésorerie). Dans le cas des goodwill, les actifs associés portés par l'entité juridique constituent généralement le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des flux de trésorerie. L'entité juridique est donc retenue comme UGT. Dans la mise en œuvre des tests de perte de valeur des goodwill, nous appliquons une approche par DCF (*Discounted cash-flows*). Cette approche consiste à déterminer la

valeur d'utilité de l'UGT par actualisation des flux de trésorerie estimés futurs. Lorsque la valeur d'utilité de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée afin de ramener la valeur nette comptable des actifs de l'UGT à leur valeur recouvrable, définie comme la plus élevée de la juste valeur nette et de la valeur d'utilité. Le *goodwill* est en premier lieu déprécié, avant de déprécier les autres actifs au prorata de leur poids sur l'ensemble des actifs de l'UGT ou du groupe d'UGT.

Les flux de trésorerie futurs utilisés pour les tests de perte de valeur sont calculés sur la base d'estimations (*business plans*) projetées sur un horizon de cinq ans. IAS 36 permet l'utilisation d'horizons plus lointains dans certaines situations, lorsqu'ils permettent de mieux rendre compte des projections. C'est notamment le cas lorsque des lancements importants de produits sont envisagés.

Tous les business plans sont validés par la direction générale des filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le conseil d'administration valide formellement les *business plans* et les principales hypothèses du test de dépréciation des UGT les plus significatives.

Pour les projections de flux de trésorerie, les taux de croissance à l'infini retenus en fonction des produits et des anticipations de croissance de marché, ainsi que les taux d'actualisation basés sur la méthode du coût moyen pondéré du capital après impôt sont présentés en note A3. Le calcul des taux d'actualisation est régionalisé, avec le support d'un cabinet d'évaluation.

Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit les six critères requis pour la comptabilisation d'un actif incorporel :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du projet de développement ;
- intention d'achever le projet ;
- capacité à utiliser cet actif incorporel ;
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif ;
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet ;
- évaluation fiable des dépenses de développement.

■ Frais de développement internes

Ils ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que si les six critères d'IAS 38 sont satisfaits.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition historique incluant les frais d'acquisition, augmentés le cas échéant des coûts internes des personnels ayant contribué à la réalisation de l'immobilisation incorporelle.

■ Projets de recherche et développement acquis séparément

Les paiements effectués pour l'acquisition séparée de travaux de recherche et développement sont comptabilisés en tant qu'actifs incorporels dès lors qu'ils répondent à la définition d'une immobilisation incorporelle, c'est-à-dire dès lors qu'il s'agit d'une ressource contrôlée, dont nous attendons des avantages économiques futurs, et qui est identifiable, c'est-à-dire séparable ou résultant de droits contractuels ou légaux.

En application du paragraphe 25 de la norme IAS 38, le premier critère de comptabilisation, relatif à la probabilité des avantages économiques futurs générés par l'immobilisation incorporelle, est présumé atteint pour les travaux de recherche et développement lorsqu'ils sont acquis séparément. Chez Virbac, cette présomption est étayée par une évaluation technique interne confirmant la maturité du projet. Dans ce cadre, les montants versés à des tiers sous forme de paiement initial ou de paiements d'étapes relatifs à des produits génériques n'ayant pas encore obtenu d'autorisation de mise sur le marché sont comptabilisés à l'actif.

Le montant des immobilisations incorporelles est diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie font l'objet d'un amortissement suivant le mode linéaire, dès lors que l'actif est prêt à être utilisé :

- concessions, brevets, licences et Autorisations de mise sur le marché (AMM) : amortissement sur la durée d'utilité ;
- logiciels standards (outils bureautiques...) : amortissement sur une durée de trois ou quatre ans ;
- ERP : amortissement sur une durée de cinq à dix ans.

À noter que la plupart des marques détenues par le Groupe, et reconnues dans nos comptes suite à des acquisitions réalisées dans le cadre d'IFRS 3, sont à durée de vie indéfinie, sauf dans certains cas où nous avons estimé qu'il était plus pertinent de retenir une durée de vie définie, en considérant un faisceau d'indicateurs tels que : l'historique de la marque acquise, d'éventuelles limitations juridiques, une potentielle obsolescence technique, etc.

Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité ne peut être définie font l'objet d'une revue annuelle afin de s'assurer que celle-ci n'est pas devenue finie.

Au cours de la durée de vie d'une immobilisation incorporelle, il peut apparaître que l'estimation de sa durée d'utilité est devenue inadéquate. Ainsi que le prévoit IAS 38, la durée d'amortissement et le mode d'amortissement de cette immobilisation

sont réexaminés et si la durée d'utilité attendue de l'actif est différente des estimations antérieures, la durée d'amortissement est modifiée en conséquence.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "Dépréciation d'actifs", la perte de valeur éventuelle des actifs incorporels est étudiée chaque année. Un test est effectué au cours du second semestre de chaque année pour les actifs à durée de vie indéfinie, indépendamment de tout indice de perte de valeur, et systématiquement dès lors que des événements ou des circonstances nouvelles indiquent une perte de valeur pour les actifs à durée de vie définie.

Concernant la mise en œuvre des tests d'*impairment* des actifs incorporels, ces derniers sont effectués de la même façon que ce qui est décrit dans le paragraphe ci-dessus sur le *goodwill*.

Immobilisations corporelles

Conformément à IAS 16, les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition historique, incluant les frais d'acquisition, ou au coût de fabrication initial, augmentés le cas échéant des coûts internes des personnels ayant contribué directement à la construction de l'immobilisation corporelle.

Conformément à IAS 23 révisée, les coûts des emprunts sont incorporés dans le coût d'acquisition des actifs éligibles.

Le montant des immobilisations corporelles est diminué du cumul des amortissements et, s'il y a lieu, du cumul des pertes de valeur.

Le cas échéant, les actifs sont décomposés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique en ligne avec la durée d'amortissement des actifs de même nature.

Les immobilisations corporelles sont amorties suivant les durées d'utilité estimées ci-après :

- bâtiments :
 - structure : quarante ans ;
 - composants : de dix à vingt ans ;
- matériels et outillages industriels :
 - structure : vingt ans ;
 - composants : de cinq à dix ans ;
 - matériel informatique : trois ou quatre ans ;
- autres immobilisations corporelles : de cinq à dix ans.

Droits d'utilisation

Notre Groupe reconnaît les actifs relatifs aux contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16. Nous avons choisi d'isoler les droits d'utilisation sur une ligne dédiée du bilan. Les droits d'utilisation sont généralement amortis sur la durée résiduelle des contrats ou sur une durée plus longue en cas de renouvellement probable.

Stocks et travaux en-cours

Les stocks et en-cours sont comptabilisés à la valeur la plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

Le coût des stocks inclut tous les coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables à leur acquisition. Les remises et autres éléments similaires sont déduits de ce coût.

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont évalués suivant la méthode du "coût moyen pondéré".

Le stock de produits de négoce est également évalué suivant la méthode du "coût moyen pondéré". Le coût d'acquisition des stocks de matières premières comprend tous les frais accessoires d'achat.

Les en-cours de production et les produits finis sont valorisés à leur coût réel de fabrication incluant les coûts directs et indirects de production.

Les produits finis sont valorisés dans chacune de nos filiales au prix facturé par la société du Groupe vendeuse, augmenté des frais d'approche ; la marge incluse dans ces stocks est annulée dans les comptes consolidés en tenant compte du coût complet moyen de production constaté chez la société du Groupe vendeuse.

Le stock de pièces détachées est valorisé sur la base du dernier prix d'achat.

Une perte de valeur est constatée pour ramener les stocks à leur valeur nette de réalisation, lorsque les produits deviennent périmés ou inutilisables ou encore selon les perspectives de vente de ces produits appréciées en fonction du marché.

Créances clients

Les créances clients sont classées en actif courant dans la mesure où elles font partie de notre cycle normal d'exploitation.

Les créances clients sont reconnues et comptabilisées pour le montant initial de la facture diminué éventuellement du montant de la dépréciation enregistrée dans le compte de résultat. Une estimation du montant des créances douteuses est effectuée lorsqu'il n'est plus probable que la totalité de la créance pourra être recouvrée. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Conformément à la norme IFRS 9, elles font l'objet d'une dépréciation, correspondant aux pertes attendues estimées, déterminées par application d'une matrice de dépréciation (en application du modèle de dépréciation simplifié prévu par la norme IFRS 9). Cette approche consiste à appliquer, par tranche de la balance âgée, un taux de dépréciation fonction de l'historique de pertes de crédit ajusté, le cas échéant, pour prendre en compte des éléments de nature prospective.

Les créances cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage sans recours font l'objet d'une analyse en substance du contrat d'affacturage en fonction des critères définis par IFRS 9. Ces créances sont déconsolidées le cas échéant.

Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers enregistrés dans nos comptes comprennent principalement les prêts, les autres créances immobilisées, les comptes de trésorerie non disponible, ainsi que les instruments dérivés actifs.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, les instruments dérivés sont valorisés à la juste valeur (voir note A6).

Autres actifs financiers à la juste valeur

Tous nos actifs financiers évalués à la juste valeur le sont par référence à des données observables. Les seuls actifs financiers entrant dans cette catégorie sont des instruments de couverture et des valeurs mobilières de placement (voir note A32).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Ce poste se compose de soldes bancaires, de placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui peuvent donc être utilisés pour faire face aux engagements de trésorerie à court terme.

La majorité de ces placements sont des OPCVM gérés par un contrat de liquidité, et des contrats à terme rémunérés dont les maturités sont généralement inférieures à trois mois, ou qui peuvent être d'une durée supérieure, tout en n'excédant pas douze mois, mais dont les soldes restent disponibles sur demande et sans pénalité significative. Ils sont souscrits auprès de contreparties de premier rang.

Les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et reclassés dans les autres actifs financiers.

Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par elle-même ou par une de ses filiales consolidées (qu'elles soient classées en immobilisation financière ou en valeur mobilière de placement dans les comptes sociaux) sont comptabilisées en réduction des capitaux propres, pour leur coût d'acquisition. Le résultat de cession de ces titres est imputé (net d'impôt) directement en capitaux propres et ne contribue pas au résultat de l'exercice.

Réserves de conversion

Ce poste représente d'une part l'écart de conversion des situations nettes d'ouverture des sociétés étrangères, qui provient des différences entre le taux de conversion à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation et le taux de clôture de la période, et d'autre part l'écart de conversion constaté sur le résultat de la période, provenant des différences entre le taux de conversion du compte de résultat (taux moyen) et le taux de clôture de la période.

Réserves

Ce poste représente la part attribuable aux propriétaires de la société mère dans les réserves accumulées par les sociétés consolidées, depuis leur entrée dans le périmètre de consolidation.

Intérêts non contrôlés

Ce poste représente la part des actionnaires extérieurs au Groupe dans les capitaux propres et dans les résultats des sociétés consolidées.

Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Nous détenons des instruments financiers dérivés uniquement dans le but de réduire notre exposition aux risques de taux et de change sur ces éléments de bilan et nos engagements fermes ou hautement probables.

Nous appliquons de façon quasi-systématique une comptabilité de couverture visant à compenser l'impact de l'élément couvert et de l'instrument de couverture dans le compte de résultat, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- l'impact sur le compte de résultat est significatif ;
- les liens de couverture et l'efficacité de la couverture peuvent être valablement démontrés.

Nous couvrons la plupart de nos positions de change significatives et certaines (créances, dettes, dividendes, prêts intra-groupe), ainsi que nos ventes et achats futurs (voir note A33).

Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs et autres dettes entrent dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût amorti, telle que définie par la norme IFRS 9 "Instruments financiers". Ces passifs financiers sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale.

Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers représentent principalement les emprunts bancaires et les dettes financières. Les emprunts et les instruments de dette sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti.

Obligations locatives

Notre reconnaissance dans nos comptes une dette relative aux contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 16. Nous avons choisi d'isoler les obligations locatives, pour leur part courante et non-courante sur des lignes

dédiées au bilan. Ces dettes sont actualisées sur la base de taux déterminés, grâce au support d'un actuaire, en fonction du risque pays, de la catégorie de l'actif sous-jacent et de la durée des contrats.

Régimes de retraite, indemnités de fin de carrière et autres avantages postérieurs à l'emploi

■ Régimes de retraite à cotisations définies

Les avantages liés à des régimes de retraite à cotisations définies sont inscrits en charges lorsqu'ils sont encourus.

■ Régimes de retraite à prestations définies

Nos engagements résultant de régimes de retraite à prestations définies sont déterminés en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées. L'évaluation de ces engagements a lieu à chaque date de clôture. Le modèle de calcul des engagements est basé sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par référence au taux de rendement des obligations privées de première qualité (entreprises notées "AA"). Nos engagements font l'objet d'une provision pour leur montant net de la juste valeur des actifs de couverture. Conformément à la norme IAS 19 révisée, les écarts actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

Impôts

Nos filiales comptabilisent leur impôt en fonction des règles applicables localement. La société mère et ses filiales françaises font partie d'un groupe intégré fiscalement. La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque société intégrée comptabilise son impôt comme si elle était imposée séparément. Le produit ou la charge d'intégration fiscale est constaté dans les comptes de la société mère.

Notre Groupe comptabilise un impôt différé dès qu'il existe une différence temporaire entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. Les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés.

Conformément à la norme IAS 12 qui requiert sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale. Dans les situations faisant ressortir un actif net d'impôt différé sur déficits reportables, celui-ci n'est reconnu conformément à IAS 12 que s'il y a des indications fortes que ceux-ci pourront être imputés sur les bénéfices imposables futurs.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

IFRS 5 impose qu'une activité soit considérée comme abandonnée quand les critères de classification d'actif détenu en vue de la vente ont été remplis ou quand le Groupe a cessé l'activité. Un actif est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue.

Au 31 décembre 2025, aucun actif détenu n'a été classé comme actif destiné à être cédé.

Revenu des activités ordinaires

Conformément à IFRS 15, la reconnaissance du revenu tient compte des notions d'obligations de performance et de transfert de contrôle. Pour la comptabilisation des ventes de produits, le transfert des risques et avantages est un indicateur du transfert du contrôle, même s'il ne s'agit pas toujours du critère déterminant.

Notre revenu des activités ordinaires résulte de la vente de produits destinés à la santé et à l'alimentation animale. Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur hors taxes des biens et des services vendus par les sociétés intégrées, dans le cadre normal de leur activité, après élimination des ventes intra-groupe.

Les retours, escomptes et rabais sont enregistrés sur la période de comptabilisation des ventes sous-jacentes et sont présentés en déduction du chiffre d'affaires. Ces montants sont calculés de la manière suivante :

- les provisions pour rabais liés à l'atteinte d'objectifs sont estimées et constatées au fur et à mesure des ventes correspondantes ;
- les provisions pour retours de produits sont calculées sur la base de la meilleure estimation du montant des produits qui seront finalement retournés par les clients. L'estimation de la provision pour retours est basée sur l'expérience passée en matière de retours. De plus, nous prenons en compte des facteurs tels que, entre autres, les niveaux de stocks dans les différents canaux de distribution, la date d'expiration des produits, les informations sur l'arrêt éventuel des produits. Dans chaque cas, les provisions font l'objet d'une revue permanente et de mises à jour en fonction de l'information la plus récente dont dispose la direction.

Les autres revenus reconnus dans nos comptes correspondent principalement à des redevances de licences. Chaque contrat fait l'objet d'une analyse particulière afin d'identifier les obligations de performance et de déterminer l'état de réalisation de chacune d'entre elles à la date de clôture de nos comptes consolidés, et le chiffre d'affaires est comptabilisé en conséquence.

Charges de personnel

Elles incluent notamment le coût des régimes de retraite. Conformément à la norme IAS 19 révisée, les écarts actuariels sont enregistrés dans les autres éléments du résultat global.

Elles incluent également l'intéressement et la participation des salariés.

Impôts et taxes

Nous avons opté pour une comptabilisation de la CVAE (Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) dans le poste "Impôts et taxes" du résultat opérationnel.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond au produit des activités ordinaires, diminué des frais opérationnels.

Les frais opérationnels incluent :

- les achats consommés et les charges externes ;
- les charges de personnel ;
- les impôts et taxes ;
- les amortissements et les dépréciations ;
- les autres produits et charges opérationnels.

Les éléments opérationnels incluent aussi les crédits d'impôt qualifiables de subvention publique et répondant aux critères de la norme IAS 20 (concerne principalement le Crédit d'impôt recherche).

■ Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions

Afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous utilisons le résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions comme principal indicateur de performance. Pour cela, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. Celui-ci s'avère en effet matériel compte tenu des dernières opérations de croissance externe réalisées.

■ Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel, hors impact des autres produits et charges non courants.

■ Autres produits et charges non courants

Les autres produits et charges non courants sont des produits et charges non récurrents, ou qui résultent de décisions ou opérations ponctuelles d'un montant inhabituel. Ils sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat pour faciliter la lecture et la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Ils comprennent principalement les éléments suivants qui font l'objet, s'il y a lieu, d'une description en note annexe (note A26) :

- les charges de restructuration liées à des plans d'une certaine envergure ;
- les charges d'*impairment* ou mises au rebut d'actifs d'une certaine ampleur au vu de critères quantitatifs ;
- l'effet de la revalorisation à la juste valeur, des stocks acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ;
- les résultats de cessions d'actifs d'une valeur significative ;
- l'éventuelle réévaluation de la participation antérieurement détenue, en cas de changement de contrôle ;
- les charges ou produits induits par une transaction de cession ou d'acquisition d'actifs, dès lors qu'ils s'avèrent matériels d'un point de vue quantitatif (sauf traitement comptable explicitement prévu par une norme).

Résultat net courant

Le résultat net courant correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- la ligne "Autres produits et charge non courants" ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que les produits et charges fiscaux non récurrents.

Produits et charges financiers

Les charges financières incluent essentiellement les intérêts payés relatifs au financement de notre Groupe, les intérêts relatifs aux obligations locatives, les variations négatives de juste valeur des instruments financiers constatées au résultat, ainsi que les pertes de change réalisées ou latentes.

Les produits financiers incluent les intérêts perçus, les variations positives de juste valeur des instruments financiers constatées au résultat, les gains de change réalisés ou latents, ainsi que les résultats de cessions d'actifs financiers.

Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à la clôture de la période (net des actions d'autocontrôle). Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation auquel on ajoute, en cas d'émission d'instruments dilutifs, le nombre maximal d'actions susceptibles d'être émises (lors de la conversion en actions ordinaires des instruments donnant droit à un accès différé au capital de Virbac).

Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement de nos états financiers consolidés préparés conformément aux normes comptables internationales implique que nous procédions à un certain nombre d'estimations et retenions certaines hypothèses jugées réalistes et raisonnables. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations et hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Prix d'acquisition

Certains contrats d'acquisition relatifs à des regroupements d'entreprises ou à l'achat d'actifs incorporels immobilisés incluent une clause susceptible de faire varier le prix d'acquisition, en fonction d'objectifs liés à des résultats financiers, à l'obtention d'AMM, ou aux résultats de tests d'efficacité.

Dans ce cas, nous devons estimer, à la clôture, le prix d'acquisition en fonction des hypothèses les plus réalistes d'atteinte des objectifs.

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

Nous possédons à notre actif des immobilisations incorporelles achetées ou acquises par le biais d'opérations de regroupements d'entreprises, ainsi que les *goodwill* en résultant. Comme indiqué dans le chapitre "Règles comptables appliquées", nous procédons au minimum à un test annuel de perte de valeur des *goodwill*, des immobilisations incorporelles en cours et des immobilisations à durée de vie indéfinie fondé sur une évaluation des flux de trésorerie futurs incrimés d'une valeur terminale. Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur sont sensibles aux hypothèses retenues en matière de prix de vente et de coûts futurs, mais aussi en matière de taux d'actualisation et de croissance à l'infini. Des calculs de sensibilité permettant de mesurer notre exposition à des variations significatives de ces hypothèses sont réalisés.

Nous pouvons être amenés dans le futur à déprécier ces *goodwill* et autres immobilisations incorporelles en cas de dégradation des perspectives de rendement de ces actifs, en fonction du résultat des tests de perte de valeur d'un de ces actifs.

Au 31 décembre 2025, le montant net des *goodwill* est de 356 055 k€ et le montant net des immobilisations incorporelles s'élève à 231 080 k€.

Impôts différés

Les impôts différés actifs comptabilisés résultent des différences temporelles déductibles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs. Les actifs d'impôts différés, et notamment ceux relatifs au report en avant des pertes fiscales, ne sont reconnus que s'il est probable au sens de la norme IAS 12 que nous disposerons des bénéfices imposables futurs suffisants dans un horizon de temps raisonnable, ce qui repose sur une part de jugement importante.

À chaque clôture, nous devons analyser l'origine des pertes pour chacune des entités fiscales concernées et réévaluer le montant des actifs d'impôts différés en fonction de la probabilité de réalisation de bénéfices imposables futurs suffisants au sens d'IAS 12.

Provisions pour retraites et autres avantages postérieurs à l'emploi

Comme indiqué en note A15, le Groupe a mis en place des régimes de retraites ainsi que d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

L'engagement correspondant est fondé sur des calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le salaire de référence des bénéficiaires du régime et la probabilité que les personnes concernées seront en capacité de bénéficier du régime, ainsi que sur le taux d'actualisation. Ces hypothèses sont mises à jour à chaque clôture. Les écarts actuariels sont constatés en autres éléments du résultat global.

Au 31 décembre 2025, le montant net des engagements relatifs aux avantages du personnel est de 21 153 k€.

Autres provisions

Les autres provisions concernent essentiellement des risques et litiges de nature commerciale et sociale divers.

Aucune provision n'est constituée lorsque nous considérons que le passif est éventuel (au sens d'IAS 37).

Au 31 décembre 2025, le montant des autres provisions est de 9 272 k€.

Traitements fiscaux incertains

Ifric 23 requiert l'évaluation et la reconnaissance de dettes ou de créances d'impôt au bilan sur la base de positions fiscales incertaines. La norme introduit un risque de détection de 100% et les modalités suivantes : montant le plus probable ou espérance mathématique correspondant à la moyenne pondérée des différentes hypothèses.

Notre analyse des nouveaux risques fiscaux identifiés au cours de l'exercice ainsi que de ceux que nous avons antérieurement provisionnés en application d'IAS 37 et IAS 12, et réévalués à la date de clôture a conduit à constater une dette fiscale de 9,0 millions € dans nos comptes au 31 décembre 2025.

A1. Goodwill

Évolution des *goodwill* par UGT

en k€	Valeur brute au 31/12/2024	Perte de valeur au 31/12/2024	Valeur comptable au 31/12/2024	Variation	Cessions	Perte de valeur	Écarts de conversion	Valeur comptable au 31/12/2025
Virbac NI licenses Ltd	—	—	—	112 380	—	—	288	112 668
Japon	93 944	—	93 944	—	—	—	-10 692	83 252
États-Unis	65 824	-3 650	62 174	—	—	—	-7 014	55 160
Inde	40 879	—	40 879	—	—	—	-6 313	34 566
Chili	22 930	—	22 930	—	—	—	-655	22 275
Nouvelle-Zélande	13 726	-154	13 572	—	—	—	-1 225	12 347
SBC	7 937	—	7 937	—	—	—	-831	7 107
Danemark	4 643	—	4 643	—	—	—	—	4 643
République tchèque	4 355	—	4 355	—	—	—	170	4 525
Uruguay	4 580	—	4 580	—	—	—	-530	4 049
Peptech	3 268	—	3 268	—	—	—	-150	3 118
Turquie	8 535	—	8 535	-4 053	—	—	-1 886	2 597
Australie	3 164	-312	2 852	—	—	—	-73	2 779
Autres UGT	8 685	-1 722	6 963	—	—	—	6	6 969
Goodwill	282 471	-5 838	276 633	108 327	—	—	-28 905	356 055

La variation de ce poste s'explique par :

- l'acquisition de Thyronorm pour 112,4 millions € ;
- la finalisation du calcul du *goodwill* définitif de Mopsan conformément aux dispositions d'*IFRS 3* permettant une période de douze mois pour finaliser la comptabilité d'acquisition en cas de nouveaux éléments disponibles depuis la date d'acquisition (-4,1 millions €) ;
- des écarts de conversion pour -28,9 millions €.

Regroupements d'entreprises

Acquisition de Thyronorm

Le 16 décembre 2025, le Groupe Virbac a finalisé l'acquisition de 100 % des titres de la société Norbrook Licences Ltd (renommée Virbac NI Ltd), basée en Irlande du Nord, une entité détenant les droits, brevets, et l'ensemble de la propriété intellectuelle relative à Thyronorm, un médicament innovant contre l'hyperthyroïdie féline, une affection touchant plus de 10 % des chats âgés (produit qui représente environ 15 millions € de chiffre d'affaires annuel). Cet ajout complète le portefeuille existant et permet à Virbac de renforcer sa position de leader sur le segment des animaux de compagnie.

Le Groupe a conclu que l'acquisition de Norbrook Licences Ltd constitue un regroupement d'entreprises au sens de la norme *IFRS 3*, et plus précisément en ligne avec les paragraphes B12.C et B12.D.

En effet, l'ensemble acquis comprend :

- des ressources critiques, ou "inputs", constituées, entre autres, de propriété intellectuelle ;
- des processus substantiels, notamment à travers un contrat de façonnage, assorti d'un contrat de gestion de la qualité, conférant à Virbac une supervision directe, des droits d'audit et le contrôle des normes de pharmacovigilance. Ces processus sont jugés substantiels (*IFRS 3.B12.D*) car ils ne pourraient être remplacés sans un coût significatif ou un délai prolongé (transfert de technologie) qui interromprait la génération des revenus ;
- ainsi, ces ressources et processus substantiels ont la capacité de contribuer à la création de revenus futurs ("outputs"), répondant ainsi aux critères du paragraphe *IFRS 3.B12C*.

L'acquisition ayant eu lieu le 16 décembre 2025, les travaux d'allocation du prix d'acquisition sont en cours à la date de clôture de l'exercice et le *goodwill* constaté dans les comptes du Groupe est donc provisoire.

en k€	Évaluation
Stocks	458
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5
<i>Goodwill</i> provisoire	112 380
Total actifs acquis	112 843

Prix d'acquisition	112 843
---------------------------	----------------

Le prix d'achat est constitué d'un versement de 95,7 millions €, d'un paiement différé de 11,4 millions € payable en deux fois après dix-huit et vingt-quatre mois, et d'un complément de prix comptabilisé dans les comptes pour 5,7 millions €. Le paiement de 11,4 millions € a été déposé sur un compte de séquestre au moment de l'acquisition.

Cette entité a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 742 k€ sur l'exercice clos le 31 décembre 2025 pour un résultat net d'environ 223 k€. Le chiffre d'affaires réalisé auprès de tiers et le résultat net depuis la date d'acquisition sont négligeables.

Acquisition de Mopsan

Pour rappel, le 2 décembre 2024, nous avons finalisé l'acquisition de la société turque Mopsan, spécialisée dans la distribution d'aliments et produits de santé pour animaux de compagnie.

Avec une population de plus de 4 millions de chats, 1,3 million de chiens médicalisés et plus de 5 000 cliniques vétérinaires au service des animaux de compagnie, la Turquie est un des marchés européens incontournables pour Virbac, qui est présent dans ce pays depuis plus de 20 ans via différents distributeurs locaux, et détient une filiale en propre depuis 2018.

L'acquisition de Mopsan, notre distributeur en produits pour animaux de compagnie, est une nouvelle étape pour le développement de Virbac en Turquie. Aux côtés des vétérinaires turcs depuis plus de 30 ans, Mopsan a une longue expérience du secteur du petfood et des produits de santé pour animaux de compagnie. Virbac bénéficiera de son réseau de distribution étendu, de sa connaissance approfondie du marché local et d'une équipe expérimentée.

L'entreprise est basée à Istanbul et compte près de 50 collaborateurs.

Cette opération répond aux critères d'un regroupement d'entreprises définis par la norme *IFRS 3* et a donc été comptabilisée en conséquence. Compte tenu de la date de la transaction, les travaux d'allocation du prix d'acquisition n'avaient pu être finalisés pour la clôture des comptes annuels 2024. L'évaluation à la juste valeur des actifs acquis et des dettes reprises effectuée sur le premier semestre est détaillée ci-dessous et conduit à la comptabilisation d'un *goodwill* définitif de 3,6 millions €.

en k€	Évaluation
Actifs corporels et droits d'utilisation	543
Actifs incorporels	4 978
Créances clients et autres débiteurs	3 478
Trésorerie et équivalents de trésorerie	979
Stocks	2 494
Autres actifs financiers et impôts différés actifs	—
<i>Goodwill</i>	3 570
Total actifs acquis	16 042
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-5 182
Emprunts et dettes financières y.c obligations locatives	—
Impôts différés passifs	-1 242
Total passifs acquis	-6 424
Prix d'acquisition	9 618

Le prix d'acquisition comprend :

- un montant initial qui a été ajusté à 8,4 millions €, qui a déjà été décaissé à hauteur de 8,1 millions € et dont le solde de 0,4 million € sera payé à la prochaine date d'anniversaire de l'acquisition ;
- de deux compléments de prix soumis à des conditions d'atteinte d'objectifs à échéance post-clôture 2027, dont la valeur actualisée s'élève à 1,2 million €.

A2. Immobilisations incorporelles

Variation des immobilisations incorporelles

en k€	Concessions, brevets, licences et marques		Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Immobilisations incorporelles
	Durée indéfinie	Durée finie			
Valeur brute au 31/12/2024	147 689	156 876	103 675	15 490	423 730
Acquisitions/augmentations	—	70	6 436	3 774	10 280
Cessions/sorties	—	-535	-445	-96	-1 076
Mouvements de périmètre et autres	—	4 046	31	—	4 077
Transferts	—	199	4 191	-4 096	294
Écarts de conversion	-12 827	-11 315	-1 640	-1 140	-26 922
Valeur brute au 31/12/2025	134 862	149 340	112 248	13 932	410 382
Dépréciations au 31/12/2024	-3 180	-95 646	-73 453	-214	-172 492
Dotations aux amortissements	—	-6 525	-6 454	—	-12 979
Dépréciations nettes	—	395	—	—	395
Cessions/sorties	—	112	353	—	465
Mouvements de périmètre et autres	—	-8	-28	—	-35
Transferts	—	—	—	—	—
Écarts de conversion	—	4 132	1 216	-2	5 346
Dépréciations au 31/12/2025	-3 180	-97 540	-78 366	-216	-179 302
Valeur nette au 31/12/2024	144 510	61 230	30 222	15 276	251 237
Valeur nette au 31/12/2025	131 683	51 800	33 883	13 716	231 080

Les autres immobilisations incorporelles correspondent essentiellement à des projets informatiques, dans plusieurs filiales du Groupe. Elles sont toutes à durée de vie définie. La ligne "Transferts" matérialise la mise en service de ces projets.

La baisse des immobilisations incorporelles sur la période s'explique principalement par les écarts de conversion de -21,6 millions €. Hors ces écarts de change, les principales variations sont liées pour la valeur brute à la revue des immobilisations incorporelles de Mopsan suite à la finalisation du PPA (*Purchase price allocation*) pour +4,0 millions €, le reste de la hausse étant lié à des investissements dans des projets informatiques notamment sur Virbac en France (société mère) et à des investissements R&D relatifs à des nouveaux contrats de *licensing*.

Les sorties proviennent essentiellement de la décomptabilisation d'actifs intégralement amortis ou dépréciés sur les exercices précédents et qui ne génèrent plus d'entrée de ressources pour le Groupe.

Concessions, brevets, licences et marques

Le poste "Concessions, brevets, licences et marques" inclut :

- des droits relatifs aux brevets, savoir-faire et AMM nécessaires aux activités de production et de commercialisation du Groupe ;
- des marques ;
- des droits de distribution, des fichiers clients et autres droits sur des actifs incorporels.

Il se compose principalement des actifs incorporels acquis et traités conformément à la norme IAS 38, ainsi que des actifs acquis dans le cadre d'opérations de croissance externe au sens d'IFRS 3.

Au 31 décembre 2025

en k€	Date d'acquisition	Marques	Brevets et savoir-faire	AMM et droits d'enregistrement	Fichiers clients et autres	Total
Sasaeah	2024	53 061	9 418	—	6 217	68 695
Centrovét	2012	15 143	22 693	11	—	37 848
Inde	2006-2023	8 531	—	—	16 552	25 083
Uruguay : Santa Elena	2013	3 336	8 470	3	—	11 809
SBC	2015	—	2 598	1 868	—	4 466
Multimin	2011-2012	2 869	1 310	—	—	4 180
Nouvelle-Zélande	2012	2 699	329	59	316	3 403
Turquie	2024	—	—	—	3 162	3 163
Australie : Axon	2013	819	303	—	—	1 122
Australie : Fort Dodge	2010	1 376	409	—	—	1 785
Schering-Plough Europe	2008	1 711	—	—	—	1 711
Colombie : Synthesis	2011	1 399	—	7	—	1 406
États-Unis : iVet	2021	1 048	—	—	116	1 164
Peptech	2 011	881	—	—	—	881
Autres		5 753	2 537	7 235	1 243	16 768
Total		98 627	48 067	9 183	27 605	183 482

Au 31 décembre 2024

en k€	Date d'acquisition	Marques	Brevets et savoir-faire	AMM et droits d'enregistrement	Fichiers clients et autres	Total
Sasaeah	2024	59 904	10 910	8	7 403	78 225
Centrovét	2012	15 589	23 742	12	881	40 224
Inde	2006-2023	10 129	—	—	21 182	31 312
Uruguay : Santa Elena	2013	3 773	9 580	3	—	13 356
SBC	2015	—	3 084	2 029	—	5 113
Multimin	2011-2012	2 984	1 810	—	—	4 794
Nouvelle-Zélande	2012	2 968	416	130	608	4 122
Australie : Fort Dodge	2010	1 442	429	—	—	1 871
Schering-Plough Europe	2008	1 711	—	—	—	1 711
Colombie : Synthesis	2011	1 359	—	91	—	1 450
États-Unis : iVet	2021	1 185	—	—	142	1 327
Australie : Axon	2013	859	436	—	—	1 294
Peptech	2011	923	—	—	—	923
Autres		6 702	2 819	9 040	1 453	20 015
Total		109 530	53 226	11 313	31 670	205 739

La classification des immobilisations incorporelles, selon la durée estimée de vie, résulte de l'analyse de tous les facteurs économiques et juridiques pertinents permettant de conclure qu'il y a ou qu'il n'y a pas de limite prévisible à la période au cours de laquelle on s'attend à ce que l'actif génère, pour l'entité, des entrées nettes de trésorerie.

Les produits innovants ou différenciés en général, et les vaccins et autres actifs issus des biotechnologies en particulier, sont généralement classés en actifs incorporels à durée de vie indéfinie, après une analyse détaillée et avis des experts sur leur potentiel. Cette approche est fondée sur l'expérience passée de Virbac.

Au 31 décembre 2025

en k€	Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	Actifs incorporels à durée de vie finie	Total
Marques	98 627	—	98 627
Brevets et savoir-faire	31 007	17 060	48 067
AMM et droits d'enregistrement	2 049	7 134	9 183
Fichiers clients et autres	—	27 605	27 605
Total	131 683	51 800	183 482

Au 31 décembre 2024

en k€	Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	Actifs incorporels à durée de vie finie	Total
Marques	109 530	—	109 530
Brevets et savoir-faire	32 773	20 453	53 226
AMM et droits d'enregistrement	2 207	9 106	11 313
Fichiers clients et autres	—	31 670	31 670
Total	144 510	61 230	205 739

A3. Dépréciation des actifs

À la clôture de l'exercice 2025, nous avons procédé à des tests de dépréciation de nos actifs. Ces derniers consistent à comparer leur valeur nette comptable y compris les écarts d'acquisition à la valeur recouvrable de chaque Unité génératrice de trésorerie (UGT).

Les actifs acquis en cours d'exercice sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur nette comptable des UGT intègre les écarts d'acquisition, les immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les autres actifs et passifs pouvant être rattachés directement aux UGT et concourant directement à la génération des flux futurs de trésorerie.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Cette dernière est fondée sur l'actualisation des flux futurs de trésorerie estimés, méthode dite des *Discounted cash-flows (DCF)*.

Les flux futurs de trésorerie sont des flux nets d'impôt et sont évalués en utilisant des prévisions de flux de trésorerie cohérents avec le budget et les prévisions moyen terme les plus récentes (*business plans*).

Tous les *business plans* sont validés par la direction générale de nos filiales ainsi que par la direction financière du Groupe. Le conseil d'administration valide formellement les *business plans* et les principales hypothèses des tests de dépréciation des UGT les plus significatives.

Au-delà de l'horizon fini de prévision des flux futurs de trésorerie fixé à cinq ans pour l'ensemble des UGT, un taux de croissance à l'infini est appliqué à la valeur terminale.

Nous avons considéré un taux de croissance à l'infini nul pour les AMM et les brevets. Le taux de croissance à l'infini a été établi à 2,0% pour les sociétés situées dans des marchés matures comme l'Europe, l'Australie, le Japon, Taiwan et la Nouvelle-Zélande excepté pour les États-Unis, l'Uruguay, la Colombie et la République d'Afrique du sud où nous avons retenu un taux de 2,5% cohérent avec l'inflation des pays à long terme, à 3,5% pour le Chili et à 5% pour les marchés émergents comme l'Inde.

Les taux d'actualisation retenus pour ces calculs sont basés sur le coût moyen pondéré du capital estimé pour chacune des Unités génératrices de trésorerie du Groupe. Il s'agit de taux d'actualisation après impôt, déterminés par région ou pays (appliqués à des flux de trésorerie après impôt) et ils sont calculés avec le support d'un cabinet d'évaluation.

Pour l'exercice 2025, les taux d'actualisation utilisés sont les suivants :

- 9,35% sur les États-Unis ;
- 8,95% sur l'Europe, excepté la Turquie où le taux retenu est de 13,45% ;
- 9,80% sur le Chili et 9,25% sur le reste de l'Amérique latine ;
- 9,45% sur l'Inde ;
- 8,55% sur l'Asie de l'Est, excepté le Japon où le taux retenu est de 6,80% ;
- 8,15% sur le Pacifique et l'Afrique du Sud.

Tests de sensibilité

Nous avons procédé à des tests de sensibilité aux hypothèses clés de la valeur d'utilité pour l'ensemble des UGT testées. Les variations d'hypothèses sont les suivantes :

- augmentation du taux d'actualisation de +2 points, excepté pour le Japon où le test de sensibilité a été réalisé avec une augmentation du taux d'actualisation de +1 point ;
- diminution du taux de croissance à l'infini de -2 points.

Ces deux variations d'hypothèses clés n'entraîneraient aucune dépréciation des actifs testés hormis pour l'UGT Chili, pour laquelle la baisse de 2 points du taux de croissance à l'infini engendrerait une dépréciation de 5,7 millions € et la hausse du taux d'actualisation de +2 points engendrerait une dépréciation de 12,6 millions €.

Il convient de noter que les deux UGT les plus sensibles à ces analyses de sensibilité sont le Chili et Taïwan.

En outre, pour les cinq UGT les plus significatives, à savoir le Japon les États-Unis, le Chili, l'Inde et la Nouvelle-Zélande (représentant 59% de la valeur brute des immobilisations incorporelles et *goodwill* au 31 décembre 2025), nous avons procédé à des tests de sensibilité complémentaires portant sur une variation du ratio Ebit après impôt sur chiffre d'affaires et qui consistent à faire varier ce ratio de moins 2 points par rapport au scénario de base.

Dans l'hypothèse d'une baisse de -2,0 points de ce ratio et d'un taux d'actualisation d'un point supérieur à celui retenu pour le test de base, il conviendrait de déprécier l'UGT Chili à hauteur de 9,6 millions €.

Les variations de ce ratio pour arriver au point mort, à taux d'actualisation et à taux de croissance terminale constants, seraient les suivantes :

- variation de -8,6 points pour l'UGT Japon ;
- variation de -8,6 points pour l'UGT États-Unis ;
- variation de -1,9 point pour l'UGT Chili ;
- variation de -31,9 points pour l'UGT Inde ;
- variation de -21,6 points pour l'UGT Nouvelle-Zélande.

Nous procédons également à des analyses de sensibilité complémentaires correspondant au calcul du point mort pour l'ensemble des UGT testées. Le point mort correspond au taux d'actualisation, combiné à un taux de croissance perpétuel nul, à partir duquel Virbac serait amené à constater une dépréciation.

Pour les principales UGT, les résultats du calcul du point mort sont présentés ci-après.

en k€	Valeur nette comptable de l'UGT au 31/12/2025	Taux d'actualisation, combiné à un taux de croissance perpétuel nul, à partir duquel une dépréciation serait constatée
Japon	249 016	7,5%
États-Unis	165 931	17,2%
Inde	99 413	21,6%
Chili	81 720	8,3%
Nouvelle-Zélande	24 236	30,0%
Australie	37 607	25,7%
Uruguay	33 197	39,0%
SBC	26 690	14,4%
Antigenics	16 123	118,4%
Peptech	11 166	507,5%
Multimin	7 268	182,3%
Danemark	9 565	81,0%

A4. Immobilisations corporelles

Les principaux actifs constituant les immobilisations corporelles du Groupe sont :

- les terrains ;
- les constructions, qui comprennent :
 - les bâtiments ;
 - l'aménagement des bâtiments ;
- les installations techniques, les matériels et outillages industriels ;
- les autres immobilisations corporelles, qui incluent notamment :
 - le matériel informatique ;
 - le mobilier de bureau.

en k€	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours	Immobilisations corporelles
Valeur brute au 31/12/2024	52 721	321 214	346 242	40 458	94 329	854 965
Acquisitions/augmentations	8	3 597	10 371	4 247	66 660	84 883
Cessions/sorties	—	-193	-12 849	-924	-322	-14 287
Mouvements de périmètre et autres	—	1	322	1	—	324
Transferts	—	10 026	19 116	529	-29 965	-294
Écarts de conversion	-4 312	-18 294	-21 266	-1 978	-2 837	-48 689
Valeur brute au 31/12/2025	48 417	316 351	341 936	42 333	127 865	876 902
Dépréciations au 31/12/2024	—	-198 135	-229 284	-29 468	-540	-457 427
Dotations aux amortissements	—	-11 780	-18 809	-3 310	—	-33 898
Dépréciations nettes	—	-989	245	—	—	-745
Cessions/sorties	—	182	12 723	761	—	13 667
Mouvements de périmètre et autres	—	—	-233	-1	—	-234
Transferts	—	31	-31	—	—	—
Écarts de conversion	—	10 867	13 513	1 460	25	25 865
Dépréciations au 31/12/2025	—	-199 824	-221 876	-30 558	-515	-452 772
Valeur nette au 31/12/2024	52 721	123 078	116 958	10 991	93 789	397 537
Valeur nette au 31/12/2025	48 417	116 527	120 060	11 775	127 350	424 129

Les investissements de la période représentent 84,9 millions € en valeur brute, dont 60,9 millions € pour le site historique de Carros se composant d'aménagements de nos bâtiments ainsi que de nouveaux équipements industriels afin d'accroître nos capacités de production. On note également des investissements sur nos sites de production aux États-Unis, au Chili et dans une moindre mesure en Inde, au Japon, au Mexique ou en Australie.

Les écarts de conversion impactent le poste "Immobilisations corporelles" pour un montant net de 22,8 millions €.

La ligne "Transferts" matérialise essentiellement les mises en service des immobilisations.

A5. Droits d'utilisation

Dans la présentation de nos états financiers, nous avons choisi d'isoler les droits d'utilisation résultant des contrats entrant dans le champ de la norme *IFRS 16* sur une ligne dédiée de l'état de la situation financière. Les variations des droits d'utilisation au cours de l'exercice 2025 s'analysent comme suit :

en k€	Droits d'utilisation
Valeur brute au 31/12/2024	76 614
Augmentations	15 822
Diminutions	-9 496
Mouvements de périmètre	—
Transferts	—
Écarts de conversion	-3 763
Valeur brute au 31/12/2025	79 177
Dépréciations au 31/12/2024	-39 752
Dotations aux amortissements	-13 108
Dépréciations nettes	—
Fins de contrats	9 218
Mouvements de périmètre	—
Transferts	—
Écarts de conversion	2 088
Dépréciations au 31/12/2025	-41 554
Valeur nette au 31/12/2024	36 861
Valeur nette au 31/12/2025	37 623

Le tableau ci-dessous présente les droits d'utilisation par catégorie d'actifs :

en k€	Terrains et constructions	Installations techniques, matériels et outillages	Matériel de transport	Matériel informatique : hardware et software	Matériel bureautique et autres	Total
Valeur brute au 31/12/2024	46 089	4 184	21 450	3 896	995	76 614
Augmentations	7 105	1 555	6 439	503	220	15 822
Diminutions	-989	-1 306	-5 988	-1 189	-25	-9 497
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	-17	—	17	—
Écarts de conversion	-3 266	-56	-357	-23	-60	-3 762
Valeur brute au 31/12/2025	48 939	4 377	21 527	3 187	1 147	79 177
Dépréciations au 31/12/2024	-23 614	-2 452	-10 793	-2 318	-577	-39 752
Dotations aux amortissements	-5 150	-906	-5 865	-1 018	-169	-13 108
Fin de contrats	814	1 274	5 884	1 217	28	9 217
Mouvements de périmètre	—	—	—	—	—	—
Transferts	—	—	—	—	—	—
Écarts de conversion	1 813	32	193	17	34	2 089
Dépréciations au 31/12/2025	-26 137	-2 052	-10 581	-2 102	-684	-41 554
Valeur nette au 31/12/2024	22 475	1 733	10 658	1 578	417	36 861
Valeur nette au 31/12/2025	22 802	2 325	10 946	1 085	463	37 623

L'augmentation brute du poste "Droits d'utilisation" correspond aux nouveaux contrats ou aux options de renouvellement entérinées par nos filiales en 2025.

Les principales hausses portent sur la flotte automobile dans l'ensemble des filiales, sur des baux immobiliers notamment en France et aux États-Unis pour de nouveaux entrepôts et bureaux, ainsi que sur des installations techniques, matériels et outillages principalement en France.

La valeur nette des droits d'utilisation augmente légèrement sur la période (+0,8 million €), les augmentations étant compensées par l'action mécanique des amortissements de la période. Les dotations aux amortissements de la période s'élèvent à 13,1 millions €.

Analyse de la charge de loyer résiduelle

Le tableau ci-dessous présente les loyers résultant de contrats de location non capitalisés en vertu des exemptions prévues par la norme :

en k€	Loyer résiduel
Loyers variables	-2 421
Loyers sur contrats court terme	-1 383
Loyers sur actifs de faible valeur	-1 444
Charge de loyer résiduelle	-5 248

A6. Autres actifs financiers

Variation des autres actifs financiers

en k€	2024	Augmen- tations	Diminutions	Variation de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Prêts et autres créances immobilisées	11 139	1 087	-208	—	1 104	-1 286	11 836
Instruments dérivés de change et de taux	1 384	20 066	—	—	—	—	21 450
Trésorerie soumise à restriction	127	1	—	—	—	-14	114
Autres	342	11 461	-68	—	—	-12	11 723
Autres actifs financiers, non courant	12 993	32 615	-276	—	1 104	-1 312	45 123
Prêts et autres créances immobilisées	37	277	-304	—	—	-3	8
Instruments dérivés de change et de taux	4 274	—	-615	—	—	—	3 660
Trésorerie soumise à restriction	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers, courant	4 312	277	-919	—	—	-3	3 668
Autres actifs financiers	17 305	32 892	-1 195	—	1 104	-1 315	48 791

Le montant des autres actifs financiers augmente de 32,8 millions € hors impact de change.

Cette hausse s'explique principalement par la variation des instruments dérivés de couverture engagés pour les prêts de nos filiales au Japon et à Taiwan (+ 20,1 millions €), ainsi que l'ouverture d'un compte séquestre opérée par Virbac SA à hauteur de 11,4 millions € dans le cadre de l'acquisition de Thyronorm.

Autres actifs financiers classés selon leur échéance

Au 31 décembre 2025

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	8	10 759	1 077	11 844
Instruments dérivés de change et de taux	3 660	21 450	—	25 110
Trésorerie soumise à restriction	—	—	114	114
Autres	—	11 600	123	11 723
Autres actifs financiers	3 668	43 809	1 314	48 791

Au 31 décembre 2024

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Prêts et autres créances immobilisées	37	9 805	1 335	11 177
Instruments dérivés de change et de taux	4 274	1 384	—	5 658
Trésorerie soumise à restriction	—	—	127	127
Autres	—	142	201	343
Autres actifs financiers	4 311	11 331	1 663	17 305

A7. Information relative à IFRS 12

Information relative aux intérêts non contrôlés

Depuis l'acquisition des intérêts non contrôlés de la société Holding Salud Animal (HSA), au cours du deuxième semestre 2021, qui a porté notre participation à 100% dans l'ensemble des entités au Chili, ainsi que l'acquisition des intérêts non contrôlés de l'entité Globion en 2024, la part des intérêts non contrôlés dans nos capitaux propres reste non significative, la plupart des entités intégrées globalement étant détenues à 100%. Contribuent principalement aux intérêts non contrôlés les entités suivantes :

- Pharma 8 Llc : entrée dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2022, cette société porte nos activités animaux d'élevage aux États-Unis. Celle-ci n'est pas matérielle ;
- Kyoto Biken Hanoi Laboratories : acquise en 2024 avec le groupe Sasaeah, cette entité basée au Vietnam source exclusivement l'entité Kyoto Biken au Japon pour la fabrication de vaccins.

Globalement, les impacts de ces deux entités sur les capitaux propres consolidés du Groupe se compensent mutuellement. En effet, l'incidence négative de Pharma 8 Llc est neutralisée par l'incidence positive de Kyoto Biken Hanoi Laboratories, rendant leur contribution nette globale non significative à l'échelle du Groupe.

Information relative aux sociétés mises en équivalence

en k€	Comptes individuels des sociétés mises en équivalence				Comptes consolidés	
	Total bilan	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net	Capitaux propres	Résultat
AVF Animal Health Co Ltd	N.D	N.D	—	—	3 374	188
					3 374	188

L'impact des sociétés mises en équivalence n'étant pas jugé significatif sur nos comptes, l'information requise par IFRS 12 se limite aux éléments ci-dessus.

À noter que l'une des entités composant le groupe AVF a été liquidée en mai 2025. Cet événement n'a pas eu d'impact majeur dans nos comptes consolidés (voir note A40).

A8. Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 qui requiert sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale.

Variation des impôts différés

en k€	2024	Variations	Transferts	Variation de périmètre	Écarts de conversion	2025
Impôts différés actifs	51 645	7 797	107	—	-2 263	57 286
Impôts différés passifs	84 250	5 125	332	975	-7 879	82 802
Impôts différés compensés	-32 605	2 672	-225	-975	5 616	-25 517

La variation des impôts différés présentée ci-dessus inclut, pour -515 k€, l'impôt différé sur la part efficace des profits et pertes sur instruments de couverture comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.

Conformément à la norme IAS 12, qui requiert sous certaines conditions la compensation des dettes et créances d'impôt, les impôts différés actifs et passifs ont été compensés par entité fiscale à hauteur de 32 395 k€ dans l'état de la situation financière.

Impôts différés ventilés par nature

Le tableau ci-dessous présente les positions d'impôts différés au 31 décembre 2025, selon leur nature :

en k€	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total impôts différés par nature
Marges sur stocks	18 771	—	18 771
Engagements retraites et indemnités de fin de carrière	5 943	—	5 943
Ajustements sur ventes (IFRS 15)	2 804	—	2 804
Ajustements sur stocks (IAS 2)	6 540	247	6 293
Autres provisions non déductibles	7 836	—	7 836
Autres charges à déductibilité différée	3 956	2 689	1 267
Contrats de location (IFRS 16)	9 728	—	9 728
Déficits reportables	76	—	76
Total des bases actives			52 718
Retraitements sur immobilisations incorporelles	5 812	53 391	47 579
Retraitements sur immobilisations corporelles	5 936	15 270	9 334
Retraitement des provisions à caractère fiscal	-10 492	6	10 498
Activation des dépenses liées aux acquisitions	271	1 086	815
Autres produits taxés d'avance	104	956	853
Contrats de location (IFRS 16)	—	9 157	9 157
Total des bases passives			78 235
Total impôts différés comptabilisés	57 286	82 802	-25 517
Impact de la compensation par entité fiscale	-32 395	-32 395	
Impôts différés nets	24 891	50 408	-25 517

Horizon d'utilisation des impôts différés actifs

Le tableau ci-dessous indique l'horizon d'utilisation des charges à déductibilité différée :

en k€	Impôts différés actifs au 31/12/2025	Horizon d'utilisation		
		moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
IDA sur charge à déductibilité différée au Chili	1 018	802	216	—
IDA sur reports déficitaires	76	38	38	—
IDA sur indemnités de retraite et de fin de carrière	5 943	1 312	202	4 429
IDA sur contrats de location	9 728	2 827	5 092	1 809
IDA sur autres bases	40 520	34 445	1 978	4 097
Total impôts différés actifs	57 286	39 423	7 526	10 336

La plupart des pertes fiscales reportables le sont indéfiniment. Elles ne pourront être utilisées que par les filiales à l'origine des déficits fiscaux correspondants.

Pertes fiscales non activées

Le montant des pertes fiscales non activées au 31 décembre 2025 s'élève à 68,9 millions € (contre 52 millions € au 31 décembre 2024), résultant principalement de notre filiale Virbac Corporation aux États-Unis, de Virbac Trading (Shanghai) ainsi que de Virbac Taïwan, cette dernière étant principalement orientée vers des activités de recherche et développement. La plupart des pertes fiscales reportables le sont indéfiniment. La durée d'utilisation des pertes fiscales générées par la filiale taïwanaise est de dix ans à compter de leur génération, et celle de la filiale chinoise est de cinq ans.

Date d'expiration	Montant en k€
2026	375
2027	5 094
2028	6 651
2029	4 921
2030	583
2031	457
2032	1 256
2033	689
2034	402
2035	858
Au-delà de 10 ans	—
Illimitée	47 658

A9. Stocks et travaux en-cours

en k€	Matières premières et approvisionnements	En-cours de production	Produits finis et marchandises	Stocks et travaux en cours
Valeur brute au 31/12/2024	123 655	23 752	285 545	432 952
Variations	4 775	2 859	-2 180	5 454
Mouvements de périmètre	—	—	893	893
Transferts	477	—	-477	—
Écarts de conversion	-4 512	-2 900	-16 630	-24 042
Valeur brute au 31/12/2025	124 394	23 711	267 152	415 257
Dépréciations au 31/12/2024	-8 132	-376	-20 277	-28 786
Dotations	-7 581	-1 276	-22 230	-31 087
Reprises	4 345	361	16 602	21 308
Mouvements de périmètre	—	—	—	—
Transferts	—	-18	18	—
Écarts de conversion	605	117	1 376	2 098
Dépréciations au 31/12/2025	-10 764	-1 191	-24 511	-36 466
Valeur nette au 31/12/2024	115 522	23 376	265 268	404 166
Valeur nette au 31/12/2025	113 631	22 520	242 640	378 791

Hors effet de change (21,9 millions €), les stocks bruts augmentent de +5,5 millions €, une hausse relative à l'activité bien que très contenue, et est compensée par des dépréciations nettes sur l'année pour +9,8 millions €.

Les principales variations en valeur brute sont observées aux États-Unis, en anticipation de lancements de nouveaux produits, et dans une moindre mesure en Inde, au Brésil, au Japon et au Mexique. En Australie en revanche, les stocks ont baissé en raison d'un niveau élevé en fin d'année dernière, en prévisions de ventes de certains produits début 2025.

La relative hausse des dotations aux provisions reflète la prise en compte de dates de péremption courte de certains produits.

Par ailleurs, les mouvements de périmètre s'élèvent à +0,9 million €, dûs pour +0,5 million € à l'acquisition de Virbac NI (Thyronorm), et pour +0,4 million € à l'hyperinflation en Turquie.

En ratio, les stocks diminuent de 2,5 points du chiffre d'affaires à taux réels, pour s'établir à 26,4% du chiffre d'affaires. Une diminution du même ordre (-2,5%) est observée à taux de change et périmètre constants pour atteindre 24,5%.

A10. Créances clients

en k€	Créances clients
Valeur brute au 31/12/2024	198 927
Variations	15 942
Mouvements de périmètre	—
Transferts	—
Écarts de conversion	-10 762
Valeur brute au 31/12/2025	204 107
Dépréciations au 31/12/2024	-2 847
Dotations	-1 359
Reprises	1 153
Mouvements de périmètre	—
Écarts de conversion	100
Dépréciations au 31/12/2025	-2 953
Valeur nette au 31/12/2024	196 081
Valeur nette au 31/12/2025	201 154

Le poste des créances clients nettes est en augmentation de +15,7 millions € hors effet de change.

Hors impacts de change et de périmètre, la hausse de 15,7 millions € est portée par la dynamique commerciale de Virbac au Royaume-Uni, en Australie et par Virbac Nutrition en fin d'exercice comparativement à fin 2024. À cela s'ajoute la croissance des ventes de Virbac en France et au Mexique. Cette hausse est partiellement compensée par une baisse des créances clients au États-Unis, au Japon et au Chili, dûe à un effet de décalage des encaissements.

Les créances déconsolidées, car cédées dans le cadre de contrats d'affacturage, s'élèvent à 10,6 millions € au 31 décembre 2025 (contre 9,0 millions € au 31 décembre 2024). Cette augmentation concerne principalement l'Italie et l'Espagne.

Les créances représentent 5,4% du chiffre d'affaires à périmètre constant, contre 5,8% du chiffres d'affaires (hors Sasaeah) au 31 décembre 2024.

Le risque de crédit des créances clients et autres débiteurs est présenté en note A33.

A11. Autres débiteurs

en k€	2024	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Créance d'impôt sur le résultat	13 183	-1 573	—	—	-698	10 912
Créances sociales	381	66	—	—	-11	436
Autres créances sur l'État	53 640	-1 534	—	—	-541	51 565
Avances et acomptes sur commandes	5 008	558	—	—	-301	5 266
Dépréciations des autres créances diverses	—	—	—	—	—	—
Charges constatées d'avance	12 359	-52	2	—	-567	11 742
Autres créances diverses	5 360	756	—	—	-259	5 856
Autres débiteurs	89 931	-1 778	2	—	-2 378	85 777

La diminution nette de ce poste est de -1,8 million € hors impact de change. Cette variation s'explique principalement par les effets conjoints :

- de la baisse des autres créances sur l'État pour -1,6 million € en lien principalement avec la diminution des créances au Mexique pour 4,5 millions € compensée par l'augmentation de la créance de TVA chez la société mère (+2,0 millions €) ;
- de la baisse des créances d'impôt sur le résultat pour -1,5 million € en lien principalement avec l'utilisation des créances au Brésil (-3,2 millions €) ;
- de la hausse des autres créances diverses pour +0,8 million € principalement chez la société mère.

Les autres variations sont individuellement immatérielles.

A12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

en k€	2024	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Disponibilités	104 945	9 082	5	-4 645	-9 456	99 932
Valeurs mobilières de placement	44 685	-20 915	—	4 645	-5 847	22 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie	149 631	-11 833	5	—	-15 303	122 500
Concours bancaires courants	-3 567	2 402	—	—	—	-1 165
Intérêts courus non échus passifs	-27	-11	—	—	—	-38
Trésorerie passive	-3 594	2 391	—	—	—	-1 202
Trésorerie nette	146 037	-9 442	5	—	-15 303	121 298

Les principaux supports d'investissement utilisés sont des OPCVM et des comptes à terme dont la maturité est inférieure à trois mois. Ces dépôts à terme présentent les caractéristiques suivantes : ils sont renouvelables par tacite reconduction et le remboursement avant l'échéance est possible sans pénalité matérielle.

La baisse des valeurs mobilières de placement est liée principalement à la distribution de dividendes par l'une de nos filiales à la maison mère.

Les concours bancaires courants correspondent aux lignes de découverts négociées mais non confirmées par nos banques.

La variation de 5 k€ reportée en "Mouvement de périmètre" est liée à l'acquisition de Virbac NI au cours du mois de décembre 2025 (voir note A1).

A13. Actifs destinés à être cédés

À la date de clôture de l'exercice, aucun actif n'a été classé comme actif destiné à être cédé.

A14. Capitaux propres

en k€	2025	2024
Capital	10 488	10 488
Primes liées au capital	6 534	6 534
Réserve légale	1 089	1 089
Autres réserves et report à nouveau	903 635	683 520
Réserves de consolidation	147 691	230 715
Réserves de conversion	-89 048	-28 423
Écarts actuariels	-6 087	-6 096
Résultat de la période	150 887	145 289
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	1 125 190	1 043 117
Autres réserves et report à nouveau	323	-165
Réserves de conversion	-95	-41
Résultat de la période	-436	492
Intérêts non contrôlés	-208	286
Capitaux propres	1 124 982	1 043 403

Politique de gestion du capital

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin d'en réduire le coût.

Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut soit :

- ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires ;
- rembourser du capital aux actionnaires ;
- émettre de nouvelles actions ;
- ou vendre des actifs pour réduire le montant des dettes.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net/capitaux propres) qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations de valeur des couvertures des flux de trésorerie.

Actions d'autocontrôle

Virbac détient des actions propres, qui ne comportent pas de droit de vote, destinées à alimenter les plans d'attribution d'actions de performance. Le montant de ces actions propres est comptabilisé en réduction des capitaux propres.

Actions à droit de vote double

Des droits de vote double sont accordés à tous les actionnaires détenant leur titre au nominatif pendant deux ans au minimum. Sur les 8 390 660 actions composant le capital social, 4 313 936 sont à droit de vote double.

Programme de rachat d'actions

L'assemblée générale ordinaire du 19 juin 2025 a autorisé la société mère Virbac à procéder à des rachats de ses propres actions sur le fondement des articles L22-10-62 et suivants du Code de commerce.

Au 31 décembre 2025, Virbac possédait au total 12 836 actions propres acquises sur le marché pour un montant global de 3 121 434 € hors frais, soit un coût moyen de 243,18 € par titre.

Le plan de performance 2022 est arrivé à échéance dans l'année et a fait l'objet d'une attribution aux salariés concernés compte tenu des critères de performance préalablement établis. Un nouveau plan de performance a été constitué sur l'exercice (voir note A35).

Notre contrat de liquidité a été suspendu du 1^{er} février 2023 jusqu'au 30 juin 2024 puis clôturé à cette date. La société n'a plus procédé à des achats ou à des cessions d'actions dans ce cadre.

Les actions propres au 31 décembre 2025 représentent 0,15 % du capital de Virbac. Elles sont intégralement destinées à l'attribution d'actions de performance.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale une résolution autorisant le rachat d'actions de la société dans la limite de 10% du capital. Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

- d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissements agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité en conformité avec la réglementation AMF ;
- de permettre des attributions d'actions de performance ;
- de permettre la réduction du capital de la société par annulation de tout ou partie des titres achetés sous réserve de l'adoption par la présente assemblée générale, de la résolution relative à l'autorisation de réduire le capital par annulation de titres rachetés.

Le prix maximum d'achat ne devra pas être supérieur à 1 000 € par titre. Pour le calcul du nombre maximal d'actions, il sera tenu compte des actions déjà acquises dans le cadre des autorisations précédentes mentionnées ci-dessus, ainsi que de celles qui pourront être acquises dans le cadre du contrat de liquidité.

A15. Avantages du personnel

Les engagements relatifs aux régimes des avantages du personnel sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements futurs font l'objet d'une provision pour charges.

Lorsqu'un engagement est préfinancé par des versements dans un fonds, la provision correspond à la différence entre l'engagement total à la date de clôture et le montant de l'actif de couverture. L'actif de couverture est constitué du montant du fonds, augmenté des produits de placement et des éventuelles contributions payées dans l'année.

Évolution des provisions par pays

en k€	2024	Dotations	Reprises	Mouvements de périmètre	Capitaux propres	Transferts	Écarts de conversion	2025
France	11 563	1 071	-996	—	791	—	—	12 429
Italie	682	88	-242	—	-5	—	—	523
Allemagne	219	2	—	—	—	—	—	221
Grèce	176	—	—	—	—	—	—	176
Mexique	428	96	-64	—	76	—	12	548
Corée du Sud	-180	95	-90	—	-84	—	22	-237
Taiwan	1 275	133	-19	—	52	—	-107	1 334
Thaïlande	837	93	—	—	30	—	-35	925
Philippines	12	3	—	—	3	—	-2	16
Indemnités de fin de carrière et indemnités de départ	15 013	1 581	-1 411	—	863	—	-110	15 935
Japon ¹	1 856	644	-583	—	-1 030	1 104	-223	1 768
Régimes de retraite à prestations définies	1 856	644	-583	—	-1 030	1 104	-223	1 768
Afrique du Sud	948	96	-93	—	28	—	10	989
Couverture médicale	948	96	-93	—	28	—	10	989
Inde	935	458	-397	—	-21	—	-150	825
Indemnités compensatoires pour absence	935	458	-397	—	-21	—	-150	825
Australie	1 435	169	-135	—	—	—	-66	1 403
Autriche	82	55	-2	—	—	—	—	135
Espagne	88	9	—	—	—	—	—	97
Autres avantages long terme	1 606	233	-137	—	—	—	-66	1 636
Provisions pour avantages du personnel	20 358	3 012	-2 621	—	-160	1 104	-539	21 153

¹La dette de l'entité Kyoto Biken Laboratories s'élève à 6 197 k€. Cette dette actuarielle est couverte par un actif de couverture s'élevant à 13 909 k€. Le surplus de 7 712 k€ est reporté dans la note A6 "Autres actifs financiers"

Les principaux impacts en capitaux propres concernent essentiellement :

- la France en raison de la mise à jour des données engendrant une perte d'expérience de 189 k€, la hausse du taux d'actualisation engendrant un gain de 843 k€, et la mise à jour de la table de turnover entraînant une perte de 1 446 k€ ;
- le Japon, où un gain actuariel est reconnu, pour partie lié à la mise à jour du taux d'actualisation, et pour partie en lien avec le rendement de l'actif de couverture sur la période.

Le montant de 1 104 k€ de transferts au Japon correspond à l'ensemble des mouvements de l'exercice 2025, incluant la dotation de l'exercice, les variations comptabilisées en capitaux propres ainsi que les prestations versées.

Principaux engagements

Nos principaux régimes d'avantages du personnel se situent en France, au Japon, en Australie, à Taiwan. Au 31 décembre 2025, ils contribuent respectivement à 59%, 8%, 7%, 6% et 5% des provisions relatives aux régimes des avantages du personnel.

Indemnités de fin de carrière et indemnités de départ

■ France

Conformément à la convention collective, les sociétés françaises du Groupe versent à leurs salariés qui partent à la retraite une indemnité de fin de carrière qui est fonction de leur rémunération et de leur ancienneté.

L'acquisition des droits (que ce soit pour les cadres et assimilés ou les non cadres) s'effectue comme suit : 12% du salaire mensuel par année d'ancienneté.

■ Taïwan

Les indemnités de départ sont dues dès lors que le salarié atteint l'âge de 65 ans ou en cas d'incapacité à exercer ses fonctions. En cas de départ volontaire, l'acquisition des droits est soumise aux conditions suivantes :

- être salarié depuis au moins 15 ans et être âgé d'au moins 55 ans ;
- être salarié depuis au moins 10 ans et être âgé d'au moins 60 ans ;
- être salarié depuis 25 ans au moins.

Le montant versé dépend de l'ancienneté.

Le régime couvre également des indemnités de départ en cas de licenciement ou démission dont le montant varie en fonction de la date d'embauche (antérieure ou postérieure au 30 juin 2005) et de l'ancienneté du salarié.

Régimes de retraite à prestations définies

■ Japon

- Virbac Japan : le régime se traduit par des versements sous forme d'un capital. Pour en bénéficier, les salariés doivent avoir au moins deux ans d'ancienneté dans l'entreprise à la date de clôture. Le montant du capital est calculé à partir du salaire de base multiplié par un coefficient dépendant de l'ancienneté du salarié ;
- régime de Kyoto Biken Laboratories : les employés doivent avoir au moins 3 ans de service pour être éligibles aux prestations de retraite (3 ans ou plus pour le capital forfaitaire, et 10 ans ou plus pour la pension). Les prestations sont basées sur l'accumulation annuelle du salaire mensuel multipliée par un coefficient dépendant des années de service accomplies au 1^{er} avril.

Couverture médicale

■ Afrique du Sud

Le programme mis en place par Virbac RSA prévoit la prise en charge par la société de la contribution versée par les employés à la retraite qui souhaiteraient souscrire une assurance médicale volontaire.

La condition d'éligibilité est d'être salarié de la société avant le 30 avril 1995.

La contribution d'assurance prise en charge par Virbac Afrique du Sud se situe entre 50% et 100% en fonction du niveau de couverture choisi par le bénéficiaire. En cas de décès du bénéficiaire, ses ayants-droit continuent de bénéficier de la participation de Virbac Afrique du Sud, sous certaines conditions.

Compte tenu de la nature du plan qui n'est pas dédié aux seuls salariés de Virbac Afrique du Sud, l'évaluation est faite sur la base des cotisations versées par Virbac Afrique du Sud, revalorisées du taux d'inflation relatif aux frais médicaux.

Congés d'ancienneté

■ Australie

Conformément à la réglementation en Australie, Virbac verse aux salariés des congés d'ancienneté qui sont fonction de leur rémunération et de leur ancienneté. Chaque salarié a droit à deux mois de congés après dix ans d'ancienneté dont l'acquisition s'effectue comme suit :

- si le salarié est licencié entre cinq et dix ans d'ancienneté, il a droit à la quote-part des droits acquis ;
- si le salarié quitte la société pour toute autre raison entre cinq et dix ans d'ancienneté, il n'a aucun droit ;
- si le salarié quitte la société, quelle qu'en soit la raison, après dix ans d'ancienneté, il a droit à la quote-part des droits acquis.

La provision est déterminée comme la somme des droits individuels proratisés par le rapport entre l'ancienneté du salarié en date de clôture et l'ancienneté des pleins droits.

Paramètres de calcul des principaux régimes d'avantages du personnel dans le Groupe

Hypothèses au 31 décembre 2025

	Taux d'actualisation	Progression future des salaires
France	3,90%	2,50%
Japon	2,50%	2,00%
Australie	5,00%	3,00%
Afrique du Sud	8,17%	4,91%
Taïwan	1,25%	4,50%

Hypothèses au 31 décembre 2024

	Taux d'actualisation	Progression future des salaires
France	3,25%	2,50%
Japon	1,70%	2,00%
Australie	5,00%	3,00%
Afrique du Sud	10,60%	6,33%
Taiwan	1,50%	4,50%

Les taux d'actualisation sont définis par référence aux taux d'obligations privées de haute qualité avec une maturité similaire à celle de l'obligation concernée. Conformément à la norme IAS 19, le taux de rendement attendu des actifs est considéré comme étant égal au taux d'actualisation.

Une augmentation ou une diminution de 0,5 point du taux d'actualisation entraînerait respectivement une diminution de la provision pour avantages au personnel d'environ -1 217 k€ ou une augmentation d'approximativement +1 209 k€ dont la contrepartie serait comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Par ailleurs, une augmentation ou une diminution de 0,5 point du taux de progression future des salaires entraînerait respectivement une augmentation de la provision pour avantages au personnel d'approximativement +989 k€ ou une diminution d'approximativement -986 k€ dont la contrepartie serait comptabilisée en autres éléments du résultat global.

Dotation de l'année

en k€	Dotation 2025
Coût des services rendus	2 542
Charge d'intérêts	936
Produit d'intérêts	-465
Changement de régime	—
Reconnaissance immédiate des (gains)/pertes actuariels de l'année	—
Coût administratif reconnu en charge	—
Charge nette/(produit net) reconnu dans le compte de résultat	3 013

Les contributions employeur (y compris les paiements de prestations directement effectués par l'employeur) versées en 2025 s'élèvent à 2 621 k€ et sont estimées à 2 612 k€ pour 2026.

Mouvements dans les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière

Les tableaux suivants réconcilient les mouvements dans les montants inscrits dans l'état de la situation financière (dette actuarielle, actifs de couverture, provision pour avantages au personnel).

en k€	Dette actuarielle
Valeur actualisée au 1^{er} janvier 2025	31 410
Prestations servies par l'employeur	-1 550
Prestations servies par le fonds	-777
Coût des services rendus et charge d'intérêt	3 474
Rupture de fin de contrat	—
(Gains)/pertes actuariels dus aux hypothèses démographiques	1 345
(Gains)/pertes actuariels dus aux hypothèses financières	-1 064
(Gains)/pertes actuariels d'expérience	270
Changement de régime	—
Autres variations	—
Transferts	—
Écarts de conversion	-1 937
Valeur actualisée au 31 décembre 2025	31 171

Les dettes actuarielles sont préfinancées au Japon, en Inde et en Corée du Sud au travers d'actifs de couverture (contrats d'assurance) garantissant annuellement des intérêts financiers.

en k€	Actifs de couverture
Juste valeur au 1^{er} janvier 2025	18 613
Cotisations versées	952
Prestations servies par le fonds	-662
Produit d'intérêt	465
Gains/(pertes) actuariels	710
Taxe sur les primes versées	—
Autres variations	—
Écarts de conversion	-2 350
Juste valeur au 31 décembre 2025	17 728

en k€	Avantages du personnel
Juste valeur des actifs de couverture	-17 729
Valeur actualisée de la dette actuarielle	31 171
	13 442
Provision reconnue dans les actifs financiers au titre de l'entité KBL au Japon	7 711
(Actif)/passif reconnu dans la provision au 31 décembre 2025	21 153

en k€	Avantages du personnel
Provision au passif au 1^{er} janvier 2025	20 358
Charge/(produit) comptabilisé en compte de résultat - dotation	3 013
Montant reconnu en capitaux propres	-160
Contributions employeur/prestations payées	-2 621
Autres variations	—
Transferts	1 104
Écarts de conversion	-541
Provision au passif au 31 décembre 2025	21 153

A16. Autres provisions

en k€	2024	Dotations	Reprises	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Litiges commerciaux ou prud'homaux	2 978	845	-1 133	—	—	-17	2 673
Provisions à caractère fiscal	2 979	1 323	-794	—	—	-16	3 492
Risques et charges divers	2 943	329	-1 443	—	—	-93	1 735
Autres provisions, non courant	8 899	2 498	-3 370	—	—	-126	7 901
Litiges commerciaux ou prud'homaux	386	530	—	—	—	-61	855
Provisions à caractère fiscal	—	—	—	—	—	—	—
Risques et charges divers	391	917	-753	—	—	-39	516
Autres provisions, courant	776	1 447	-753	—	—	-100	1 371
Autres provisions	9 676	3 944	-4 122	—	—	-226	9 272

Le montant des provisions reconnues dans les comptes consolidés reste stable par rapport à l'année précédente.

Chaque situation est analysée au regard d'IAS 37 ou au regard d'Ifric 23, lorsqu'il s'agit d'incertitude relative au traitement des impôts. Les provisions à caractère fiscal sont destinées à faire face aux conséquences financières des contrôles fiscaux dans le Groupe.

Les provisions devenues sans objet sur la période, soit par une consommation conforme à l'objet initial, soit par une extinction du risque, ont été reprises.

Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel, et une information est donnée en annexe (voir note A39).

A17. Obligation locative

Variation des obligations locatives

en k€	2024	Nouveaux contrats et renouvellements	Remboursements et résiliations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Obligation locative - non courant	26 552	12 098	-13	—	-9 736	-1 255	27 646
Obligation locative - courant	11 550	3 479	-12 961	—	9 736	-479	11 325
Obligation locative	38 102	15 577	-12 974	—	—	-1 734	38 971

La norme IFRS 16 proposant un modèle de comptabilisation unique des contrats de location remplissant les conditions d'application, la nouvelle obligation locative intègre les dettes liées aux contrats antérieurement capitalisés conformément à IAS 17.

Échéancier des obligations locatives

en k€	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	Échéances plus de 5 ans	Total
Obligation locative - non courant	—	20 397	7 249	27 646
Obligation locative - courant	11 325	—	—	11 325
Obligation locative	11 325	20 397	7 249	38 971

Information liée aux activités de financement

en k€	2024	Flux de trésorerie		Variations sans impact trésorerie				2025
		Remboursements	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Écarts de conversion	
Obligation locative	38 102	-12 697	15 578	-278	—	—	-1 734	38 971
Obligation locative	38 102	-12 697	15 578	-278	—	—	-1 734	38 971

Les diminutions correspondent aux résiliations anticipées qui ne génèrent pas de sortie de trésorerie.

L'augmentation de la dette provient essentiellement des nouveaux contrats relatifs au parc de véhicules ainsi qu'aux contrats immobiliers mentionnés dans la note A5.

A18. Autres passifs financiers

Variation des autres passifs financiers

en k€	2024	Augmentations	Diminutions	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Emprunts	217 725	65 751	-84 040	—	-24 134	-28 771	146 531
Participation	17	4	-6	—	—	—	15
Instruments dérivés de change et de taux	—	—	—	—	—	—	—
Autres	4 346	18	—	—	—	-499	3 865
Autres passifs financiers - non courant	222 088	65 773	-84 046	—	-24 134	-29 270	150 410
Emprunts	47 620	92 123	-55 280	—	24 134	-6 433	102 164
Concours bancaires	3 567	—	-2 402	—	—	—	1 165
Intérêts courus non échus passifs	27	11	—	—	—	—	38
Participation	929	1 489	-745	—	—	32	1 705
Instruments dérivés de change et de taux	5 835	—	-5 026	—	—	—	809
Autres	—	—	—	—	—	—	—
Autres passifs financiers - courant	57 977	93 623	-63 453	—	24 134	-6 401	105 881
Autres passifs financiers	280 065	159 396	-147 499	—	—	-35 671	256 291

Évolution de l'endettement sur l'exercice

Notre endettement net s'élève à 172,8 millions € à fin décembre 2025, en légère augmentation de 4,3 millions € par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution contenue résulte de la combinaison de deux facteurs : d'une part, le règlement en décembre 2025 de l'acquisition du Thyronorm pendant la période, et d'autre part, une solide génération de trésorerie opérationnelle qui a permis d'absorber l'essentiel de cet investissement, tout en finançant un programme d'investissements soutenu visant à améliorer et accroître nos capacités de production.

Nos emprunts diminuent de près de 17 millions €.

Au cours de l'année 2025, nous avons remboursé les derniers investisseurs de notre financement désintermédié *Schuldschein*, clôturant ainsi des engagements d'une maturité de 10 ans.

En juin, afin de permettre l'émission de lettres de confort garantissant deux nouveaux financements pour nos filiales, nous avons obtenu l'accord à l'unanimité de notre pool de banques pour relever le plafond contractuel des sûretés personnelles (cautions, avals et garanties) prévu dans notre contrat de crédit syndiqué. À noter que cette ligne de financement comporte des engagements en lien avec notre politique RSE, reflétant ainsi notre engagement depuis plusieurs années pour préserver l'environnement et respecter l'éthique animale. La négociation de ces clauses nous assure d'accéder à des conditions financières maîtrisées et d'accompagner nos besoins en fonction de notre évolution. La marque applicable du crédit est ajustable en fonction du ratio financier annuel et, dans une moindre mesure, aux résultats annuels de trois indicateurs de performance RSE déjà suivis au sein de notre politique RSE.

Cet été, nous avons conclu de nouveaux accords de financement bancaire. Aux États-Unis, notre filiale Virbac Corporation a porté sa ligne de crédit à 30 millions US\$, remplaçant l'enveloppe précédente de 7 millions US\$.

Parallèlement, au Japon, Sasaeah Holding a levé 14 milliards de yens pour refinancer la dette intra-groupe, celle-ci ayant été octroyée lors de l'acquisition de la société pour solder son prêt bancaire local.

Ainsi, afin d'assurer notre liquidité, les principales sources de financement bancaire dont nous disposons et leurs caractéristiques sont les suivantes :

- un crédit syndiqué de 350 millions €, à taux variable, remboursable in fine en octobre 2028 après avoir été prorogé de deux ans, assorti d'une clause accordéon permettant d'augmenter le financement de 100 millions € et qui comprend des engagements en lien avec notre politique RSE ;
- des contrats de financement avec Bpifrance, pour 7,4 millions €, amortissables et de maturité juillet 2027 et juin 2032 ;
- des contrats d'affacturage sans recours aux États-Unis et en Europe pour respectivement 15 millions US\$ et 30 millions € ;
- des lignes de crédit non confirmées aux États-Unis, pour 60 millions US\$ (soit environ 51 millions €) ;
- des financements au Japon, pour 14 milliards de yens (soit 76 millions €) dont 7 milliards de yens non confirmés et 7 milliards de yens dont la maturité est juillet 2028, tous les deux à taux variables ;
- des contrats d'affacturage avec recours et des prêts à l'export pour 32,6 millions US\$ au Chili (soit environ 27,7 millions €) ;
- un prêt bancaire de 24,3 milliards de pesos chiliens au Chili également (soit environ 23,6 millions €), à taux variable, de maturité mars 2026.

Au 31 décembre 2025, la position des financements, qui s'élève à près de 249 millions €, est la suivante :

- la ligne de crédit du contrat syndiqué est mobilisée à hauteur de 104 millions € ;
- les financements Bpifrance se montent à 7,4 millions € ;
- les lignes d'affacturage sans recours sont mobilisées en Europe pour un montant de 7,4 millions € ;
- les financements au Japon s'élèvent à 14 milliards de yen (soit environ 76 millions €) ;
- les différentes lignes de financement au Chili sont mobilisées à hauteur de 38,2 milliards de pesos chiliens (soit environ 36,1 millions €) ;
- les lignes de crédit de notre filiale aux États-Unis sont tirées à hauteur de 30 millions US\$ (environ 25,5 millions €).

Le crédit syndiqué est assorti d'un *covenant* financier qui nous impose de respecter le ratio financier annuel calculé sur la base des comptes consolidés annuels et correspondant à l'endettement net consolidé¹ sur l'*Ebitda* consolidé².

Au 31 décembre 2025, nous respectons les clauses de ratio financier puisque celui-ci s'établit à 0,51, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui s'élève à 3,75.

¹pour le calcul du *covenant*, l'endettement net consolidé désigne la somme des autres passifs financiers courants et non courants, soit les postes comptables suivants : emprunts, concours bancaires, intérêts courus non échus passifs, dettes relatives aux contrats de location, participation, instruments dérivés de taux et de change, et autres ; diminuée du montant des postes suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes de dépôts à terme, et des instruments dérivés de change et de taux actifs tels qu'ils apparaissent dans les comptes consolidés annuels

²l'*Ebitda* consolidé désigne sur la base des comptes consolidés annuels, le résultat d'exploitation de l'exercice comptable considéré au sens des principes comptables applicables aux comptes consolidés, majoré des dotations aux amortissements et provisions nettes de reprises et des dividendes reçus de filiales non consolidées

Nos capacités de financement sont suffisantes pour permettre le financement de nos besoins en trésorerie.

Autres variations observées sur le poste "Autres passifs financiers"

On note par ailleurs une baisse de 5 millions € des instruments de dérivés, qui s'explique par la valorisation de la couverture sur la créance en dollar américain, qui a connu une inversion significative, passant d'un passif de plus de 5 millions de dollar en 2024 à un actif de 0,6 million € en 2025. Cette évolution constitue le principal facteur de baisse de la valorisation passive des dérivés.

Autres passifs financiers classés selon leurs échéances

Au 31 décembre 2025

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	102 164	145 843	688	248 694
Concours bancaires	1 165	—	—	1 165
Intérêts courus non échus passifs	38	—	—	38
Participation	1 705	14	—	1 719
Instruments dérivés de change et de taux	809	—	—	809
Autres	—	12	3 854	3 866
Autres passifs financiers	105 881	145 869	4 541	256 291

La génération de *cash-flow* opérationnel ainsi que les lignes de découverts négociées et l'affacturage, dans une moindre mesure, permettent de couvrir les dettes financières courantes.

Au 31 décembre 2024

en k€	Échéances			Total
	moins d'1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	
Emprunts	47 620	216 412	1 313	265 344
Concours bancaires	3 567	—	—	3 567
Intérêts courus non échus passifs	27	—	—	27
Participation	929	17	—	946
Instruments dérivés de change et de taux	5 835	—	—	5 835
Autres	—	15	4 332	4 346
Autres passifs financiers	57 977	216 443	5 644	280 065

Information liée aux activités de financement

en k€	2024	Flux de trésorerie		Variations sans impact trésorerie				2025
		Émissions	Remboursements	Juste valeur	Mouvements de périmètre	Reclassements	Écarts de conversion	
Emprunts non courants	217 725	65 751	-84 040	—	—	-24 134	-28 771	146 530
Emprunts courants	47 620	92 123	-55 280	—	—	24 134	-6 433	102 164
Participation	945	1 493	-751	—	—	—	32	1 719
Instruments dérivés de change et de taux	5 835	—	—	-5 026	—	—	—	809
Autres	4 346	18	—	—	—	—	-499	3 866
Autres passifs financiers	276 471	159 385	-140 071	-5 026	—	—	-35 671	255 089

A19. Autres créditeurs

en k€	2024	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Dettes d'impôt sur le résultat	—	—	—	—	—	—
Dettes sociales	—	—	—	—	—	—
Autres dettes fiscales	—	—	—	—	—	—
Avances et acomptes reçus sur commandes	—	—	—	—	—	—
Produits constatés d'avance	1 229	-134	—	—	—	1 095
Autres dettes diverses	4 201	289	10 351	-311	-267	14 263
Autres créditeurs - non courant	5 430	155	10 351	-311	-267	15 358
Dettes d'impôt sur le résultat	25 363	-9 008	—	—	-713	15 642
Dettes sociales	73 695	354	—	—	-2 107	71 942
Autres dettes fiscales	18 074	-243	—	—	-803	17 028
Avances et acomptes reçus sur commandes	853	-297	—	—	-121	435
Produits constatés d'avance	1 369	-329	—	—	-15	1 025
Autres dettes diverses	100 328	16 914	5 715	304	-2 443	120 819
Autres créditeurs - courant	219 683	7 390	5 715	304	-6 203	226 890
Autres créditeurs	225 112	7 545	16 066	-6	-6 470	242 247

Le total du poste "Autres créditeurs" augmente de +7,5 millions €, hors effet périmètre (+16,1 millions €) et impact de change (-6,5 millions €). Les principales variations sont observées ci-après.

L'augmentation des "Autres créditeurs-non courant" de +10,2 millions € hors impact de change résulte principalement des mouvements de périmètre avec :

- la comptabilisation du complément de prix pour l'acquisition de Virbac NI (Thyronorm) pour +11,4 millions € ;
- partiellement compensée par l'actualisation du complément de prix relatif à l'acquisition de Mopsan pour -1,0 million €.

Le poste "Autres créiteurs - courant" augmente par ailleurs de +13,4 millions € hors impact de change principalement en lien avec :

- une baisse des "Dettes d'impôts sur le résultat" de -9,0 millions € en conséquence du versement de l'acompte d'impôts sur les sociétés chez la société mère pour -6,0 millions € ;
- les autres dettes diverses s'élèvent à 120,8 millions € au 31 décembre 2025 et augmentent de 22,9 millions € (hors effets de change) dont +5,7 millions de mouvement de périmètre pour le complément de prix de Virbac NI. Les autres dettes diverses se composent principalement des avoirs à établir clients qui augmentent de 16,9 millions € (voir complément ci-dessous).

Le tableau ci-dessous détaille la typologie des passifs sur contrats :

en k€	2024	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Avances et acomptes reçus sur commandes	853	-297	—	—	-121	435
Clients - avoirs à établir	92 535	16 936	—	—	-1 845	107 626
Passifs clients	93 387	16 639	—	—	-1 966	108 061

Les avoirs à établir résultent très majoritairement des changements d'estimation du prix de la transaction, la plupart des filiales du Groupe accordant des remises de fin d'année aux clients, dont le montant est conditionné par l'atteinte d'objectifs de ventes. Les principales augmentations s'observent au Royaume-Uni (+4,7 millions €), en France (+4,7 millions €), aux États-Unis (+2,9 millions €), chez Sasaeah (+1,9 million €), partiellement compensées par une diminution en Nouvelle-Zélande (-0,4 million €).

A20. Dettes fournisseurs

en k€	2024	Variations	Mouvements de périmètre	Transferts	Écarts de conversion	2025
Dettes fournisseurs courants	149 371	11 835	—	—	-8 129	153 076
Dettes fournisseurs d'immobilisations incorporelles	2 454	376	—	—	-46	2 783
Dettes fournisseurs d'immobilisations corporelles	22 749	-7 353	—	—	-414	14 983
Dettes fournisseurs	174 574	4 858	—	—	-8 589	170 842

Ce poste s'établit à 170,8 millions € au 31 décembre 2025, contre 174,6 millions € à fin 2024, ce qui représente une augmentation nette de 4,9 millions € hors effet de change.

Les principales variations hors impacts de change et de mouvements de périmètre, sont observées en France et s'expliquent essentiellement par l'effet conjoint :

- de l'augmentation des dépenses d'exploitation en lien avec la hausse d'activité ;
- des investissements réalisés afin d'accroître nos capacités de production.

Dans une moindre mesure, les États-Unis et le Royaume-Uni participent également de cette augmentation, qui est partiellement compensée par une diminution des dettes fournisseurs en Australie et en Afrique du Sud.

A21. Revenu des activités ordinaires

en k€	2025	2024	Variation
Ventes de produits finis et de marchandises	1 730 307	1 614 957	7,1%
Prestations de services	120	1 599	-92,5%
Produits annexes de l'activité	2 727	3 391	-19,6%
Redevances perçues	820	263	211,8%
Chiffre d'affaires brut	1 733 974	1 620 211	7,0%
Rabais, remises, ristournes sur ventes	-216 128	-179 456	20,4%
Charges en déduction des ventes	-29 158	-26 374	10,6%
Escomptes de règlement	-22 756	-17 215	32,2%
Provisions pour retour	-1 255	215	-683,7%
Charges en déduction du chiffre d'affaires	-269 297	-222 831	20,9%
Revenu des activités ordinaires	1 464 677	1 397 380	4,8%

Les charges présentées en déduction du chiffre d'affaires sont principalement constituées des éléments suivants :

- montants versés au titre des contrats de coopération commerciale (actions de communication, fourniture de statistiques...);
- coût des opérations commerciales (y compris les programmes de fidélité) dont le montant est directement lié au chiffre d'affaires généré.

Les provisions pour retour des clients sont calculées selon une méthode statistique, en fonction des retours observés historiquement.

Évolution

Le chiffre d'affaires a atteint 1 465 millions € en 2025, contre 1 397 millions € en 2024, en croissance de +4,8%. Hors effets de change, le chiffre d'affaires affiche une croissance significative de +8,7%. À taux de change et périmètre constants, la croissance pour l'exercice 2025 s'établit à +7,9%. L'acquisition de Sasaeah (au Japon en avril 2024) a contribué à hauteur de +0,8 point de pourcentage à la croissance.

L'évolution du revenu des activités ordinaires par segment et par zone géographique est détaillée dans le rapport d'activité.

A22. Achats consommés

en k€	2025	2024	Variation
Achats stockés	-430 308	-420 550	2,3%
Achats non-stockés	-42 375	-43 805	-3,3%
Frais accessoires sur achats	-12 636	-10 088	25,3%
Rabais, remises, ristournes obtenus	291	416	-30,0%
Achats	-485 028	-474 027	2,3%
Variation des stocks bruts	5 454	14 354	-62,0%
Dotations aux dépréciations de stocks	-29 698	-17 776	67,1%
Reprises des dépréciations de stocks	21 308	21 332	-0,1%
Variation nette des stocks	-2 936	17 910	-116,4%
Achats consommés	-487 964	-456 117	7,0%

La hausse des achats consommés est de +7,0%.

En ratio de chiffre d'affaires, la marge brute se dégrade légèrement de -0,7%, une évolution qui s'explique par la conjonction de trois facteurs : une augmentation des destructions de stocks, un arrêt temporaire de production d'un antiqène du Groupe pour maintenance des installations, ainsi que d'un fort impact de change négatif sur la période, principalement sur les devises suivantes : le peso mexicain, le real brésilien, la roupie indienne, et la livre turque.

A23. Charges externes

Les charges externes s'élèvent à 281,2 millions € en 2025 contre 262,2 millions € en 2024, soit une augmentation de 19,0 millions € (+7,3%) à périmètre réel, et de 12,2 millions € à périmètre constant, les sociétés du groupe Sasaeah ayant été acquises le 1^{er} avril 2024, et Mopsan le 1^{er} décembre 2024.

Si les charges externes augmentent en lien avec la hausse de l'activité à travers le Groupe, elles restent relativement stables en proportion du chiffre d'affaires (+0,4 point) ; les principales variations sont à noter sur les postes de coûts d'études (en lien avec une activité soutenue au niveau de la R&D), mais également des coûts marketing, honoraires et personnel intérimaire, une évolution directement liée à l'activité.

A24. Amortissements, dépréciations et provisions

en k€	2025	2024	Variation
Dotations d'amortissements d'immobilisations incorporelles ¹	-8 214	-7 686	6,9%
Dotations de dépréciations d'immobilisations incorporelles	—	-395	-100,0%
Dotations d'amortissements d'immobilisations corporelles	-33 898	-32 443	4,5%
Dotations de dépréciations d'immobilisations corporelles	—	—	—%
Dotations d'amortissements des droits d'utilisation	-13 108	-12 783	2,5%
Reprises d'amortissements d'immobilisations incorporelles	—	—	—%
Reprises de dépréciation d'immobilisations incorporelles	395	500	-21,0%
Reprises d'amortissements d'immobilisations corporelles	—	—	—%
Reprises de dépréciations d'immobilisations corporelles	245	755	-67,5%
Amortissements et dépréciations	-54 580	-52 052	4,9%
Dotations de provisions pour risques et charges	-3 543	-2 474	43,2%
Reprises de provisions pour risques et charges	3 049	3 335	-8,6%
Provisions	-494	860	-157,4%
Dépréciations et provisions	-55 074	-51 192	7,6%

¹hors dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions

Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions

en k€	2025	2024
SBC	-127	-134
Australie : Axon	-114	-121
Nouvelle-Zélande	-301	-326
Centrovet	-1 210	-1 354
Multimin	-417	-442
Colombie : Synthesis	-84	-87
Inde : Globion	-1 388	-1 366
Sasaeah	-639	-493
Mopsan	-485	—
Amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-4 765	-4 324

La hausse de ce poste est principalement liée aux dernières acquisitions (à savoir Mopsan, dont l'allocation du prix d'acquisition a été finalisée au cours de l'exercice, ainsi que Sasaeah qui a reconnu en 2025 une année pleine d'amortissements).

A25. Autres produits et charges courants

en k€	2025	2024	Variation
Redevances payées	-1 538	-3 659	-58,0%
Subventions perçues ou à recevoir (dont CIR)	13 366	11 478	16,4%
Dotations des dépréciations de créances	-1 359	-904	50,3%
Reprises des dépréciations de créances	1 153	934	23,4%
Pertes sur créances	-565	-215	162,8%
Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	-1 227	-2 555	-52,0%
Produits de cessions d'éléments d'actif	95	168	-43,5%
Autres produits et charges	1 580	-655	-341,2%
Autres produits et charges courants	11 505	4 592	150,5%

Le poste des autres produits et charges courants affiche une évolution de +150,5% qui s'explique principalement par :

- l'augmentation du montant des crédits d'impôt comptabilisés en subventions qui s'élèvent à 13,0 millions € en 2025, contre 11,3 millions € en 2024 ;
- des mises au rebut d'actifs chez la société mère pour -0,8 million € ;
- la baisse de 2,1 millions € des redevances payées au titre de contrats de propriété intellectuelle sur des AMM, contrats qui se sont terminés ou qui ont été renégociés, principalement en France et en Australie.

Les autres variations sont individuellement immatérielles.

A26. Autres produits et charges non courants

Au 31 décembre 2025, une charge nette de 3,5 millions € a été comptabilisée, constituée des éléments suivants :

en k€	2025
Réajustement de provision pour restructuration	588
Reprise sans objet du solde de la provision au titre de l'externalisation de la production des intramammaires	359
Dépréciation de stock et de matériels suite à l'arrêt d'un produit d'innovation	-2 419
Coût d'acquisition de Thyronorm	-1 694
Autres produits et charges non courants	-3 525

Pour mémoire, au 31 décembre 2024, ce poste se décomposait comme suit :

en k€	2024
Coûts de restructuration en Australie	-2 061
Réévaluation des stocks acquis auprès de Sasaeah (<i>Purchase accounting method</i>)	-2 924
Coût d'acquisition de Sasaeah	-8 122
Reprise excédentaire de provision pour restructuration au Chili	200
Vente de matériels de production consécutive à la cession de la gamme Sentinel® aux États-Unis (levée de l'option d'achat prévue au contrat)	2 485
Autres produits et charges non courants	-10 422

A27. Produits et charges financiers

en k€	2025	2024	Variation
Coût de l'endettement financier brut	-8 834	-11 119	-20,6%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4 544	6 392	-28,9%
Coût de l'endettement financier net	-4 290	-4 727	-9,2%
Gains et pertes de change	-26 566	-2 707	881,4%
Variation des instruments dérivés de change	22 506	-2 267	-1092,8%
Autres charges financières	-1 260	-43	2830,2%
Autres produits financiers	983	462	112,8%
Autres produits et charges financiers	-4 336	-4 554	-4,8%
Produits et charges financiers	-8 627	-9 282	-5,5%

Le coût de l'endettement financier comprend les charges d'intérêts sur emprunts pour 6 720 k€ ainsi que les intérêts sur les passifs locatifs qui s'élèvent à 2 114 k€ au 31 décembre 2025.

La diminution du coût de l'endettement brut de 2,3 millions € est principalement liée à la baisse des tirages de ligne et la baisse des taux d'intérêt en France et au Chili.

La baisse des produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est consécutive à la diminution des placements dans l'une de nos filiales au cours de l'année suite à la distribution de dividendes à la maison mère.

Le résultat de change de l'exercice 2025 s'établit à -4,1 millions €, contre -5,0 millions € en 2024. Cette évolution repose sur deux dynamiques :

- la gestion centralisée, dont la charge nette s'accroît de plus de 2,0 millions € par rapport à l'exercice précédent ;
- la position non couverte en peso chilien : comme les deux années précédentes, mais dans une moindre mesure, l'exposition en peso chilien contribue pour une perte de -2,2 millions € au résultat financier du Groupe.

A28. Impôt sur le résultat

en k€	2025		2024	
	Base	Impôt	Base	Impôt
Résultat avant impôt	217 505		207 793	
Retraitement des crédits d'impôt	-12 976		-11 346	
Retraitement des éléments non récurrents	20 970		22 950	
Résultat avant impôt retraité	225 498		219 398	
Impôt exigible des sociétés françaises		-16 149		-19 064
Impôt exigible des sociétés étrangères		-54 281		-47 998
Impôt exigible		-70 430		-67 062
Impôt différé des sociétés françaises		-1 106		-198
Impôt différé des sociétés étrangères		4 294		4 782
Impôt différé		3 188		4 584
Impôt comptabilisé		-67 242		-62 478
Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt exigible		6 468		6 581
Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt différé		983		-5
Impôt après retraitement		-59 791		-55 903
Taux d'imposition effectif		26,51%		25,48%
<i>Taux d'imposition théorique</i>		<i>25,83%</i>		<i>25,83%</i>
Impôt théorique		-58 246		-56 671
Écart entre impôt théorique et impôt comptabilisé		8 996		5 808

Le taux d'impôt théorique considéré par le Groupe correspond au taux d'impôt sur les sociétés en vigueur en France (incluant la contribution additionnelle de 3,3%).

Le taux effectif d'impôt en 2025 s'élève à 26,51% contre 25,48% l'année précédente.

Cette augmentation s'explique par une hausse de la contribution des entités implantées dans les pays dont le taux d'impôt légal est supérieur à celui de l'entité mère, notamment le Japon, l'Allemagne, la Colombie, le Mexique, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande.

Résultat avant impôt retraité

Le résultat avant impôt et la charge d'impôt ont fait l'objet des retraitements décrits ci-après afin de déterminer le taux d'imposition effectif de l'exercice 2025.

Retraitement des crédits d'impôt

Il s'agit des principaux crédits d'impôts pris en compte dans le résultat opérationnel courant conformément à IAS 20. Le montant correspond au CIR des entités françaises ainsi qu'à l'équivalent du CIR au Chili, au Brésil, en Australie et en Nouvelle-Zélande.

Retraitement des bases d'impôt relatives à des éléments non taxables

Ce montant regroupe principalement :

- des charges ou produits comptables sans impact fiscal, incluant notamment les différences permanentes dans les entités en France et à l'étranger (-9,4 millions €) ;
- ainsi que les pertes réalisées par des filiales pour lesquelles aucun impôt différé actif au titre de leurs pertes fiscales reportables n'est reconnu au 31 décembre 2025 (principalement les filiales Virbac Shanghai Trading et les sociétés holding du Chili) pour un montant global de -10,5 millions €.

Impôt après retraitement

Les ajustements de la charge d'impôt sont décrits ci-après.

Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt exigible

Ce montant correspond principalement :

- aux neutralisations de charges fiscales sans base comptable (-1,0 million €) ;
- à des retenues à la source et provisions *Ifric 23* (-7,6 millions €).

Neutralisation des ajustements de la charge d'impôt différé

Ce montant correspond à des charges ou produits fiscaux sans base comptable, notamment en cas de modification des bases ou des taux des actifs et passifs d'impôt différé à l'ouverture (changement d'estimation).

Impact de la nouvelle réglementation Pilier 2

Pour rappel, la loi de finance en France pour 2024 a transposé la directive européenne concernant les règles globales anti-érosion de la base d'imposition (règles « Globe ») et adopté les règles modèles Pilier 2 de l'OCDE. Le Groupe, entrant dans le champ d'application de la nouvelle législation, a évalué son éventuelle exposition à la nouvelle législation pour la période se terminant au 31 décembre 2025.

Cette évaluation repose sur les déclarations fiscales les plus récentes, la déclaration pays par pays et les états financiers des entités constitutives du Groupe. Sur la base de cette évaluation, le Groupe applique les mesures de sauvegarde par juridiction (à savoir, test de *minimis*, taux effectif d'imposition simplifié supérieur à 16% et test de substance) ; l'impact de la nouvelle législation est considéré comme nul pour le Groupe pour l'exercice fiscal 2025.

Le Groupe réévaluera cet impact annuellement conformément aux exigences légales, à savoir pour la clôture annuelle de l'exercice fiscal 2026. Pour ce faire, le Groupe est accompagné et assisté d'experts fiscalistes.

A29. Passage du résultat net au résultat net courant

en k€	Résultat IFRS 31/12/2025	Coûts d'acquisition de filiales	Coûts nets de restructuration	Dépréciation d'actifs	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	1 464 677	—	—	—	—	1 464 677
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	234 422					234 422
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-4 765	—	—	—	—	-4 765
Résultat opérationnel courant	229 657					229 657
Autres produits et charges non courants	-3 525	1 694	-588	2 419	—	—
Résultat opérationnel	226 132	1 694	-588	2 419	—	229 657
Produits et charges financiers	-8 627	—	—	—	—	-8 627
Résultat avant impôt	217 505	1 694	-588	2 419	—	221 030
Impôt sur le résultat	-67 242	-438	161	-508	2 480	-65 546
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	188	—	—	—	—	188
Résultat de la période	150 451	1 256	-426	1 911	2 480	155 672

Le résultat net courant correspond au résultat net retraité des éléments suivants :

- le poste "Autres produits et charges non courants" dont le détail est présenté dans la note A26 ;
- l'impôt non courant, qui comprend l'impact fiscal des "Autres produits et charges non courants", ainsi que tous les produits et charges fiscaux non récurrents.

Pour mémoire, le résultat net courant de l'exercice 2024 se présentait comme suit :

en k€	Résultat IFRS	Coûts d'acquisition de filiales	Coûts nets de restructuration	Cession d'actifs	Réévaluation des stocks acquis	Impôt non courant	Résultat net courant
Revenu des activités ordinaires	1 397 380	—	—	—	—	—	1 397 380
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions	231 821	—	—	—	—	—	231 821
Dotations aux amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-4 324	—	—	—	—	—	-4 324
Résultat opérationnel courant	227 497	—	—	—	—	—	227 497
Autres produits et charges non courants	-10 422	8 122	1 861	-2 485	2 924	—	—
Résultat opérationnel	217 075	8 122	1 861	-2 485	2 924	—	227 497
Produits et charges financiers	-9 282	—	—	—	—	—	-9 282
Résultat avant impôt	207 793	8 122	1 861	-2 485	2 924	—	218 215
Impôt sur le résultat	-62 478	-2 225	-564	522	-895	-1 782	-67 422
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	467	—	—	—	—	—	467
Résultat de la période	145 782	5 897	1 297	-1 964	2 029	-1 782	151 260

A30. Résultat par action

	2025	2024
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	150 887 154 €	145 289 535 €
Nombre total d'actions	8 390 660	8 390 660
Nombre d'actions moyen pondéré, avant dilution	8 376 549	8 372 978
Effet des actions ordinaires dilutives	7 985	6 329
Nombre d'actions moyen pondéré, après dilution	8 384 534	8 379 307
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, par action	18,01 €	17,35 €
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère, dilué par action	18,00 €	17,34 €

A31. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, nous fournissons une information sectorielle telle qu'utilisée en interne par le comité de direction Groupe qui constitue désormais le Principal décideur opérationnel (PDO) suite au changement de gouvernance opéré en décembre 2020.

Notre niveau d'information sectorielle est le secteur géographique. La ventilation par zone géographique est faite sur six secteurs, selon l'implantation de nos actifs :

- Europe ;
- Amérique latine ;
- Amérique du Nord ;
- Asie de l'Est ;
- Pacifique ;
- Inde, Afrique & Moyen-Orient (IMEA).

Nos activités opérationnelles sont organisées et gérées séparément suivant la nature des marchés.

Il existe deux segments marketing qui sont les animaux de compagnie (représentant 61% du chiffre d'affaires au 31 décembre 2025, soit 889,6 millions €), et les animaux d'élevage (représentant 39% du chiffre d'affaires au 31 décembre 2025 soit 575,1 millions €) mais ces derniers ne peuvent pas être considérés comme un niveau d'information sectorielle pour les raisons énumérées ci-après :

- nature des produits : la plupart des segments thérapeutiques sont communs aux animaux de compagnie et aux animaux d'élevage (antibiotiques, antiparasitaires...);
- procédés de fabrication : les chaînes de production sont communes aux deux segments et il n'y a pas de différenciation significative des sources d'approvisionnement ;
- type ou catégorie de clients : la distinction se fait entre secteur éthique (vétérinaires) et *OTC (Over the counter)* ;
- organisation interne : nos structures de gestion sont organisées par zones géographiques. Il n'existe pas, au niveau Groupe, de responsabilité par segment de marché ;
- méthodes de distribution : les principaux canaux de distribution dépendent plus du pays que du segment marketing. Les forces de vente peuvent être, dans certains cas, communes aux deux segments de marché ;
- nature de l'environnement réglementaire : les organismes autorisant la mise sur le marché sont identiques quel que soit le segment.

Dans l'information présentée ci-dessous, les secteurs correspondent donc aux zones géographiques (zones d'implantation de nos actifs). Les résultats de la zone Europe incluent les frais de siège et une part importante de nos frais de recherche et développement.

Au 31 décembre 2025

en k€	Europe	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie de l'Est	Pacifique	IMEA	Non alloué	Total
Revenu des activités ordinaires	609 572	222 956	199 606	154 010	100 508	178 025	—	1 464 677
Achats consommés	-233 054	-48 584	-62 447	-34 472	-38 181	-71 226	—	-487 964
Amortissements et provisions	-26 003	-6 462	-7 436	-10 838	-2 716	-1 619	—	-55 074
Autres produits & charges	-260 189	-132 081	-125 084	-90 100	-30 741	-49 022	—	-687 217
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions¹	90 326	35 829	4 639	18 600	28 870	56 158	—	234 422
Amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions	-483	-1 294	—	-766	-741	-1 481	—	-4 765
Résultat opérationnel courant	89 843	34 535	4 639	17 834	28 129	54 677	—	229 657
Autres produits et charges opérationnels non courants	-1 335	—	-2 419	—	229	—	—	-3 525
Résultat opérationnel	88 508	34 535	2 220	17 834	28 358	54 677	—	226 132
Coût de l'endettement financier net	—	—	—	—	—	—	-4 290	-4 290
Impôts et taxes	—	—	—	—	—	—	-67 242	-67 242
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	63 769	18 066	-1 644	9 395	19 978	41 323	—	150 887
Intérêts non contrôlés	—	24	-512	52	—	—	—	-436
Résultat de l'ensemble consolidé	63 769	18 090	-2 156	9 447	19 978	41 323	—	150 451

¹afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. En conséquence, notre état du résultat indique un résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions (voir note A24)

en k€	Europe	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie de l'Est	Pacifique	IMEA	Total
Actifs par zone	793 900	262 249	209 278	407 209	110 510	131 021	1 914 167
Investissements incorporels	8 847	132	308	714	103	176	10 280
Investissements corporels	64 329	4 232	8 644	3 893	1 548	2 237	84 883

Aucun client ne réalise plus de 10% du chiffre d'affaires.

En complément des informations ci-dessus, nous présentons également, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires des principaux pays dont le chiffre d'affaires est considéré comme matériel au regard du poids au sein du Groupe (plus de 15% des ventes du Groupe). En 2025, aucun pays ne représente plus de 15% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe, comme pour l'exercice 2024.

Au 31 décembre 2024

en k€	Europe	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie de l'Est	Pacifique	IMEA	Non alloué	Total
Revenu des activités ordinaires	570 576	222 382	181 600	140 870	107 556	174 396	—	1 397 380
Achats consommés	-213 204	-56 332	-45 931	-33 299	-33 181	-74 170	—	-456 117
Amortissements et provisions	-25 888	-5 519	-6 793	-8 772	-2 704	-1 516	—	-51 192
Autres produits & charges	-240 495	-122 573	-124 022	-83 337	-41 242	-46 581	—	-658 250
Résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions¹	90 989	37 958	4 854	15 462	30 429	52 129	—	231 821
Amortissements des actifs incorporels issus d'acquisitions		-1 441		-628	-797	-1 458	—	-4 324
Résultat opérationnel courant	90 989	36 517	4 854	14 834	29 632	50 671	—	227 497
Autres produits et charges opérationnels non courants	-5 444	200	2 485	-5 602	-2 061	—	—	-10 422
Résultat opérationnel	85 545	36 717	7 339	9 232	27 571	50 671	—	217 075
Coût de l'endettement financier net	—	—	—	—	—	—	-4 727	-4 727
Impôts et taxes	—	—	—	—	—	—	-62 478	-62 478
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	61 159	19 779	2 055	2 752	19 505	40 040	—	145 290
Intérêts non contrôlés	—	2	-32	55	—	467	—	492
Résultat de l'ensemble consolidé	61 159	19 781	2 023	2 807	19 505	40 507	—	145 782

¹ afin de présenter une meilleure vision de notre performance économique, nous isolons l'impact des dotations aux amortissements des actifs incorporels issus des opérations d'acquisition. En conséquence, notre état du résultat indique un résultat opérationnel courant avant amortissement des actifs issus d'acquisitions (voir note A24)

en k€	Europe	Amérique latine	Amérique du Nord	Asie de l'Est	Pacifique	IMEA	Total
Actifs par zone	518 805	279 811	219 842	94 995	128 593	213 684	1 455 730
Investissements incorporels	12 347	349	3 534	310	10	116	16 666
Investissements corporels	29 903	4 239	5 458	2 652	3 588	522	46 362

A32. Actifs et passifs financiers

Ventilation des actifs et passifs évalués en juste valeur

Conformément à la norme *IFRS 7* "Instruments financiers - Informations à fournir", les évaluations à la juste valeur des actifs et des passifs financiers doivent être classées selon une hiérarchie qui comporte les niveaux suivants :

- niveau 1 : la juste valeur est basée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- niveau 2 : la juste valeur est basée sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, directement ou indirectement ;
- niveau 3 : la juste valeur est basée sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché, mais sur des données internes.

Pour les dérivés actifs et passifs financiers comptabilisés à la juste valeur, nous utilisons des techniques d'évaluation contenant des données observables sur le marché (niveau 2), notamment pour les *swaps* de taux d'intérêts, les achats et ventes à terme ou les options sur les monnaies étrangères. Le modèle incorpore des données diverses comme par exemple les cours de change *spot* et à terme ou la courbe de taux d'intérêts.

Actifs financiers

Les différentes catégories d'actifs financiers sont les suivantes :

Au 31 décembre 2025

en k€	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	21 450	21 450	2
Autres actifs financiers non courants	15 381	8 292	—	23 673	2
Créances clients	201 154	—	—	201 154	3
Autres créances diverses	5 856	—	—	5 856	3
Instruments financiers dérivés courants	—	2 357	1 303	3 660	2
Autres actifs financiers courants	8	—	—	8	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	120 200	2 300	—	122 500	1
Actifs financiers	342 599	12 949	22 753	378 301	

Au 31 décembre 2024

en k€	Actifs financiers au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	1 384	1 384	2
Autres actifs financiers non courants	3 482	8 127	—	11 609	2
Créances clients	196 081	—	—	196 081	3
Autres créances diverses	5 360	—	—	5 360	3
Instruments financiers dérivés courants	—	2 766	1 508	4 274	2
Autres actifs financiers courants	37	—	—	37	3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	146 212	3 419	—	149 631	1
Actifs financiers	351 172	14 312	2 892	368 376	

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont des instruments non dérivés de dette (prêts et créances notamment) dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal, et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels.

Cette catégorie comprend les autres prêts et créances ainsi que les dépôts et cautionnements (qui figurent en "Autres actifs financiers"), les créances clients (comptabilisées pour le montant initial de la facture déduction faite des provisions pour dépréciation) et autres créances opérationnelles hors créances fiscales et sociales, ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie pour ce qui concerne les éléments presque aussi liquides que la trésorerie tels que les dépôts à terme dont l'échéance est de trois mois ou moins au moment de l'achat, et qui sont détenus par des institutions financières de premier ordre.

Le coût amorti de ces actifs ne présente pas, à la date de clôture, d'écart significatif par rapport à leur juste valeur.

Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat les instruments dérivés de taux ou de change qualifiés de couverture de juste valeur et les instruments financiers dérivés non qualifiés de couverture.

Sont également classées dans cette catégorie les valeurs mobilières de placement que nous avons acquises pour être vendues ou rachetées à court terme. Elles sont évaluées à la juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les justes valeurs des valeurs mobilières de placement sont déterminées principalement par référence au prix du marché (cours acheteur ou vendeur selon le cas).

Actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global

Sont classés comme actifs financiers à la juste valeur par les autres éléments du résultat global les instruments dérivés de taux ou de change qualifiés de couverture de flux futurs de trésorerie et de couvertures de juste valeur (pour la partie report/déport

et valeur temps des options). S'agissant des flux futurs, ces instruments de couverture sont mis en place pour les expositions de change futures (budget) et pour les intérêts de la dette/placement à taux variables.
Le transfert en résultat intervient à la réalisation des flux de trésorerie et donc à la tombée des instruments.

Passifs financiers

Les différentes catégories de passifs financiers sont les suivantes :

Au 31 décembre 2025

en k€	Emprunts et dettes	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Passifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global ¹	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	—	—	
Autres passifs financiers non courants	150 410	—	—	150 410	3
Dettes fournisseurs	170 842	—	—	170 842	3
Autres créditeurs	135 082	—	—	135 082	3
Instruments financiers dérivés courants	—	603	206	809	2
Concours bancaires et intérêts courus non échus	1 165	38	—	1 202	2
Autres passifs financiers courants	103 869	—	—	103 869	3
Passifs financiers	561 368	641	206	562 215	

Au 31 décembre 2024

en k€	Emprunts et dettes	Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	Passifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global ¹	Total	Niveau d'évaluation
Instruments financiers dérivés non courants	—	—	—	—	
Autres passifs financiers non courants	222 088	—	—	222 088	3
Dettes fournisseurs	174 574	—	—	174 574	3
Autres créditeurs	104 529	—	—	104 529	3
Instruments financiers dérivés courants	—	5 629	206	5 835	2
Concours bancaires et intérêts courus non échus	3 567	27	—	3 594	2
Autres passifs financiers courants	48 548	—	—	48 548	3
Passifs financiers	553 305	5 656	206	559 167	

¹la comptabilité de couverture permet de constater des variations de juste valeur en autres éléments du résultat global

Au 31 décembre 2025, le coût de l'endettement financier brut s'élève à 8 834 k€ contre 11 119 k€ au 31 décembre 2024.

A33. Gestion des risques liés aux actifs et passifs financiers

Notre politique de gestion des risques financiers est gérée et centralisée par la direction des Affaires Financières du Groupe et en particulier sa direction Trésorerie et Financement.

Les stratégies de financement, de placement et couverture des risques de taux et de change sont ainsi systématiquement revues et supervisées par la direction des Affaires Financières. Les opérations réalisées par nos équipes locales sont également dirigées et suivies par la direction Trésorerie et Financement Groupe.

La détention d'instruments financiers se fait dans le seul but de réduire l'exposition aux risques de change et de taux et n'a aucune fin spéculative.

Nous détenons des instruments financiers dérivés uniquement dans le but de réduire notre exposition aux risques de taux et de change sur nos éléments de bilan et nos engagements fermes ou hautement probables.

S'agissant des couvertures de flux de trésorerie, en fonction des adossements et des maturités, ces couvertures peuvent intervenir et influencer sur le résultat de l'exercice en cours ou celui des exercices futurs.

Risque de crédit

■ Facteurs de risque

Le risque de crédit peut se matérialiser lorsque nous accordons un crédit au travers de délais de paiement à des clients. Le risque d'insolvabilité, voire de défaillance de certains d'entre eux peut entraîner un non-remboursement et ainsi impacter négativement notre compte de résultat et notre situation nette de trésorerie.

Les créances clients font l'objet d'une dépréciation correspondant aux pertes attendues estimées, déterminées par application d'une matrice de dépréciation (en application du modèle de dépréciation simplifié prévu par la norme IFRS 9). Cette approche consiste à appliquer, par tranche de la balance âgée, un taux de dépréciation fonction de l'historique de pertes de crédit ajustées, le cas échéant, pour prendre en compte des éléments de nature prospective.

Au 31 décembre 2025, l'exposition maximale du Groupe au risque de crédit s'élève à 201 154 k€, soit le montant du poste créances clients dans nos comptes consolidés.

Le risque sur les ventes entre sociétés du Groupe est peu significatif, dans la mesure où nous faisons en sorte d'assurer à nos filiales la structure financière qui leur permet d'honorer leurs dettes.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous limitons les conséquences négatives de ce type de risque grâce à une très grande fragmentation et dispersion de nos clients et ce sur l'ensemble des pays où nous opérons. Notre département Trésorerie préconise en fonction de la réglementation en vigueur, des usages, du *rating*, des limites imposées par l'assurance-crédit, les délais de règlement maximum et fixe les limites de crédit aux clients à appliquer par entité opérationnelle. La direction Trésorerie et Financement gère et pilote ces aspects de crédit au niveau des entités françaises dont elle a la responsabilité directe et préconise les mêmes pratiques via des *guidelines* et *best practices* au niveau du Groupe. De plus, il existe un contrat cadre Groupe d'assurance-crédit dont bénéficie ou peut bénéficier chacune de nos filiales pour laquelle ce type de risque a été identifié.

Les états suivants présentent la ventilation des créances clients selon leurs échéances :

Au 31 décembre 2025

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	34 696	860	283	27	4	96	35 967
Europe (hors France)	40 574	5 906	1 518	130	81	1 442	49 653
Amérique latine	38 758	5 274	461	—	—	847	45 340
Amérique du Nord	9 904	379	67	2 334	—	126	12 810
Asie de l'Est	37 165	90	56	125	—	293	37 729
Pacifique	12 580	718	-4	—	—	3	13 297
Inde, Afrique & Moyen-Orient	8 116	891	154	—	—	145	9 306
Créances clients	181 795	14 118	2 536	2 615	85	2 953	204 102

Au 31 décembre 2024

en k€	Créances à échoir	Créances en souffrance, depuis				Créances dépréciées	Total
		- de 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	+ de 12 mois		
France	31 693	1 136	406	3	—	144	33 382
Europe (hors France)	26 811	5 372	207	6	—	1 401	33 797
Amérique latine	38 664	4 588	266	—	—	689	44 207
Amérique du Nord	20 305	1 780	4	20	—	29	22 138
Asie de l'Est	40 433	506	40	4	—	339	41 323
Pacifique	11 427	208	7	—	—	2	11 644
Inde, Afrique & Moyen-Orient	9 686	2 342	151	10	—	243	12 432
Créances clients	179 018	15 933	1 082	44	—	2 847	198 923

Les créances échues et non réglées sont analysées périodiquement et classées en créances douteuses lorsqu'il apparaît un risque que la créance ne soit pas recouvrée en totalité. Le montant de la provision constatée à la clôture est défini en fonction de la perte de crédit attendue à maturité.

Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Risque de contrepartie

■ Facteurs de risque

Nous sommes exposés à un risque de contrepartie dans le cadre des contrats et instruments financiers que nous souscrivons, dans le cas éventuel où le débiteur se refuserait à honorer tout ou partie de son engagement ou serait *in fine* dans l'impossibilité de le faire.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous apportons une attention particulière au choix des établissements bancaires que nous utilisons, et ceci de façon encore plus critique lorsqu'il s'agit de gérer les placements de la trésorerie disponible.

Nous considérons néanmoins avoir une exposition limitée au risque de contrepartie compte tenu de la qualité de nos principales contreparties. En effet, les placements ne se font qu'auprès d'établissements bancaires de premier ordre.

S'agissant des autres actifs financiers et notamment des éventuelles disponibilités, les excédents ponctuels de trésorerie des filiales sont généralement remontés chez la société mère, lorsque cela est possible, qui en assure la gestion centralisée, sous forme de dépôts à court terme rémunérés. Nous ne travaillons qu'avec des contreparties bancaires de premier rang.

Risque de liquidité

■ Facteurs de risque

La liquidité se définit comme notre capacité à faire face à nos échéances financières dans le cadre de notre activité courante et à trouver de nouvelles sources de financements en cas de besoin, et ce de manière à assurer continuellement l'équilibre entre nos dépenses et nos recettes. Dans le cadre de notre exploitation, de notre programme d'investissements récurrents et de notre politique active de croissance externe, nous sommes ainsi exposés au risque d'insuffisance de liquidités pour financer notre croissance et notre développement.

■ Dispositifs de gestion du risque

Notre politique de centralisation des excédents de trésorerie et des besoins de financement de l'ensemble des zones permet d'affiner nos positions nettes et d'optimiser la gestion des placements ou des financements, assurant ainsi notre capacité à faire face à nos engagements financiers et à maintenir un niveau de disponibilité optimal et compatible avec notre taille et nos besoins.

Dans le cadre de notre revue spécifique du risque de liquidité, nous effectuons régulièrement une revue détaillée de nos encours nous assurant ainsi du respect de notre *covenant* financier (*covenant* de la dette).

Au 31 décembre 2025, le ratio s'élève à 0,51, le situant ainsi sous la limite du *covenant* financier contractuel qui est établie à 3,75. Le calcul de ratio se fait en tenant compte de l'application de la norme *IFRS* 16 (voir note A18).

À cette même période, nous disposons principalement d'une ligne de crédit *revolving* d'un montant maximum de 350 millions € à échéance octobre 2028 qui est mobilisée à hauteur de 104 millions €, de lignes de crédit non confirmées aux États-Unis pour 60 millions US\$ utilisées à hauteur de 30 millions US\$, de lignes de financement au Japon pour 14 milliards de yens utilisées dans leur totalité, de contrats d'affacturage avec recours et de prêts à l'export pour 32,6 millions US\$ ainsi qu'un prêt bancaire de 24,3 milliards de pesos chiliens, soit une mobilisation totale au Chili qui s'élève à 38,2 milliards de pesos chiliens.

Nous avons par ailleurs à notre disposition des programmes d'affacturage sans recours aux États-Unis et en Europe pour respectivement 15 millions US\$ et 30 millions € nous permettant d'être financé à hauteur de 7,4 millions € au 31 décembre 2025.

Au regard de nos perspectives, notre trésorerie et nos ressources de financement couvrent suffisamment nos besoins en trésorerie.

Risques de fraude

■ Facteurs de risque

Nous sommes exposés à des cas de fraude interne ou externe qui pourraient entraîner des pertes financières et affecter notre réputation.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous nous attachons à renforcer le contrôle interne et accordons une importance toute particulière à la sensibilisation de nos équipes à ces problématiques. Nos équipes du siège donnent régulièrement des directives et indications fortes en la matière. La séparation des tâches ainsi qu'un dispositif de contrôle de gestion central, régional et local et la nomination de contrôleurs régionaux contribuent à renforcer le contrôle et à diminuer la probabilité de survenance de ce type de pratiques. Dès l'acquisition de nouvelles sociétés, nous intégrons ces dernières dans ces dispositifs de prévention de pratiques non éthiques.

Nous nous inscrivons dans une démarche de formation et de déploiement de bonnes pratiques qui ont pour vocation, entre autres, de prévenir les risques de fraude.

Nous nous sommes dotés d'un outil de contrôle de la cohérence du couple coordonnées bancaires/numéro d'identifiant fiscal de société pour renforcer la sécurisation de notre chaîne de paiement en automatisant le processus de contrôle et pour nous prémunir du risque de fraude au virement.

Le code de conduite Virbac marque notamment notre engagement d'exercer nos activités dans le respect du droit et de l'éthique et définit également la nature des relations que nous souhaitons avoir avec nos partenaires.

Risques de marché

Risque de change

■ Facteurs de risque

Le risque de change résulte de l'impact des fluctuations des taux de change sur nos flux financiers dans l'exercice de nos activités. Du fait de notre forte présence internationale, nous sommes exposés au risque de change sur les transactions ainsi qu'au risque de change sur la conversion des états financiers de nos filiales étrangères.

Nous traitons des activités dans des monnaies autres que l'euro, notre monnaie de référence. Le risque de change est suivi à l'aide de tableaux de bord issus des systèmes informatiques (ERP). Les positions sont actualisées à partir des états de restitution *ad hoc*.

La majeure partie de notre risque de change est centralisée sur la société mère, qui émet les factures vers ses filiales dans leur devise locale. Pour les ventes vers les pays à devise exotique, les factures sont émises en euro ou en dollar américain.

Compte tenu de nos achats et de nos ventes en devises, nous sommes exposés au risque de change principalement sur les devises suivantes : dollar américain, livre sterling, franc suisse et diverses devises en Asie, Pacifique et Amérique latine.

Étant donné notre exposition au risque de change, les fluctuations des cours des monnaies ont une incidence notable sur notre compte de résultat, tant sur le plan du risque de conversion que celui de transaction.

■ Dispositifs de gestion du risque

Afin de nous protéger des variations défavorables des différentes devises dans lesquelles sont libellés les ventes, les achats ou certaines opérations spécifiques, nous couvrons la plupart de nos positions de change significatives et certaines (créances, dettes, dividendes, prêts intra-groupe), ainsi que nos ventes et achats futurs.

À cet effet, nous utilisons divers instruments disponibles sur le marché et pratiquons principalement des opérations de change à terme ou optionnelles.

Les instruments financiers dérivés de change sont présentés ci-après, à la valeur de marché :

en k€	2025	2024
Couverture de juste valeur	1 648	-2 934
Couverture des flux de trésorerie	329	1 302
Couverture d'investissement net	—	—
Dérivés non qualifiés de couverture	158	72
Instruments financiers dérivés de change	2 136	-1 560

Les instruments dérivés détenus à la clôture ne sont pas tous qualifiés de couverture dans les comptes consolidés. Dans ce cas, les variations de valeur impactent directement le résultat de la période.

Risque de taux d'intérêt

■ Facteurs de risque

Notre compte de résultat peut être impacté par le risque de taux d'intérêt. En effet, des variations défavorables de taux peuvent ainsi avoir un effet négatif sur nos coûts de financement et nos flux financiers futurs.

Notre exposition au risque de taux résulte du fait que nos principales lignes de crédit sont à taux variable ; le coût de la dette peut donc augmenter en cas de hausse des taux.

Notre exposition au risque de taux résulte principalement de la ligne de crédit renouvelable indexée sur l'Euribor mise en place chez Virbac. Dans nos filiales, les lignes de crédit aux États-Unis indexées sur le SOFR (*Secured overnight financing rate*), le prêt au Chili indexé sur la TAB Nominal (*Tasa activa bancaria*) et les lignes de financement au Japon indexées sur le Tibor (*Tokyo interbank offered rate*) et le TORF (*Tokyo term risk free rate*). Au 31 décembre 2025, les lignes de crédit sont mobilisées à hauteur de 104 millions € en France, 30 millions US\$ aux États-Unis, 14 milliards de yen au Japon et 24,3 milliards de pesos chiliens au Chili.

Le montant des encours sur les lignes de crédit est le suivant :

en k€	2025		2024	
	Taux d'intérêt réel moyen	Valeur comptable	Taux d'intérêt réel moyen	Valeur comptable
Chili : Centroviet	6,0%	13 107	7,9%	15 617
France	0,9%	7 392	1,4%	16 179
Dette à taux fixe		20 499		31 796
Chili : Virbac Chile	6,8%	23 030	7,4%	23 690
États-Unis	4,6%	23 532	5,0%	23 101
France	2,3%	103 578	3,3%	186 713
Japon	1,6%	76 050		
Autres		6		44
Dette à taux variable		228 196		233 547
Concours bancaires	—	1 165	—	3 567
Emprunts et concours bancaires		249 859		268 910

■ Dispositifs de gestion du risque

Pour gérer ces risques et optimiser le coût de notre endettement, nous suivons les évolutions et les anticipations de taux de marché et limitons notre exposition en mettant en place des couvertures de taux, au moyen d'instruments disponibles sur le marché comme des *caps* ou des *swaps* de taux d'intérêt (taux fixe) n'excédant pas la durée et le montant de nos engagements réels.

Les instruments financiers dérivés de taux d'intérêt sont présentés ci-après, à la valeur de marché :

en k€	2025	2024
Couverture de juste valeur	—	—
Couverture des flux de trésorerie	22 165	1 384
Couverture d'investissement net	—	—
Dérivés non qualifiés de couverture	—	—
Instruments financiers dérivés de taux	22 165	1 384

Impacts spécifiques des couvertures des risques de change et de taux d'intérêt

■ Facteurs de risque

La comptabilité de couverture vise à compenser l'impact de l'élément couvert et de l'instrument de couverture dans le compte de résultat. Pour pouvoir être pris en compte dans la comptabilité de couverture, les liens de couverture doivent satisfaire plusieurs conditions strictes en matière de documentation, de probabilité de réalisation, d'efficacité de la couverture et de fiabilité de la mesure.

■ Dispositifs de gestion du risque

Nous ne procédons qu'à des opérations de couverture destinées à couvrir des expositions réelles ou certaines, nous ne créons donc pas de risque spéculatif.

Les instruments financiers dérivés sont qualifiés de couverture lorsque la relation de couverture peut être démontrée et documentée.

Les instruments financiers dérivés de change entrant dans une relation de couverture de flux de trésorerie ont en général une maturité d'un an maximum.

en k€	Nominal		Juste valeur positive		Juste valeur négative	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Contrat de change à terme de devise	122 825	252 073	2 768	3 815	580	5 618
Options de change de gré à gré	46 933	71 062	177	460	230	217
Instruments de change	169 759	323 135	2 945	4 274	809	5 835
Swap de taux	—	—	—	—	—	—
Options de taux d'intérêt	—	—	—	—	—	—
Swap de devises croisées	156 934	165 329	22 165	1 384	—	—
Instruments de taux d'intérêt	156 934	165 329	22 165	1 384	—	—
Instruments financiers dérivés	326 693	488 464	25 110	5 659	809	5 835

Risque d'approvisionnement

Les matières premières entrant dans la composition des produits que nous fabriquons sont fournis par des tiers. Dans certains cas, nous avons également recours à des façonniers ou des partenaires industriels qui disposent de capacités ou maîtrisent des technologies particulières.

Dans la mesure du possible, nous diversifions nos sources d'approvisionnement en référençant plusieurs fournisseurs, tout en nous assurant que ces différentes sources présentent les caractéristiques de qualité et de fiabilité suffisantes.

Néanmoins, il existe pour certains approvisionnements ou certaines technologies des situations où la diversification est difficile voire impossible, pouvant ainsi entraîner un risque de rupture d'approvisionnement ou de pression sur les prix.

Pour limiter ces risques, nous élargissons autant que possible notre recherche de fournisseurs diversifiés et nous pouvons, dans certains cas, sécuriser notre approvisionnement en acquérant les technologies et capacités qui nous manquent et qui génèrent une dépendance trop forte. Nous limitons également ces risques en mettant en place une politique de stocks de sécurité adaptée.

Quelle que soit la solution adoptée, nous nous assurons systématiquement en amont de la pérennité de la source. Par ailleurs, nous actualisons régulièrement la cartographie de nos principaux fournisseurs incluant une revue des contrats et une analyse des sources alternatives possibles.

A34. Composition du capital social de Virbac

	2024	Augmentations	Diminutions	2025
Nombre d'actions autorisées	8 390 660	—	—	8 390 660
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 390 660	—	—	8 390 660
Nombre d'actions émises et non entièrement libérées	—	—	—	—
Actions en circulation	8 374 594	3 230	—	8 377 824
Actions d'autocontrôle	16 066	—	-3 230	12 836
Valeur nominale des actions	1,25 €	—	—	1,25 €
Capital social de Virbac	10 488 325 €	—	—	10 488 325 €

A35. Attribution d'actions de performance

Le conseil d'administration a consenti des attributions d'actions de performance de la société à certains salariés et dirigeants de Virbac et ses filiales conformément à l'autorisation de l'assemblée générale.

Juste valeur des plans d'actions de performance

Conformément à IFRS 2, ces plans ont été valorisés dans nos comptes consolidés par référence à la juste valeur des titres attribués à la date de leur attribution.

Au cours de l'exercice 2025, le plan d'actions de performance de 2022, attribué respectivement le 21 juin 2022 (400 actions restantes pour les mandataires sociaux, suite au changement de direction générale en septembre 2024, valorisées 134 600 €), et le 1^{er} septembre 2022 (3 100 actions valorisées à 341 €, pour les non mandataires sociaux), soit un total de 1 191 700 € pour les 3 500 actions, a été acquis par les bénéficiaires conformément à la structure du plan. Suite au départ de certains bénéficiaires, 270 titres sont devenus caduques, ce qui a généré un produit de 91 k€.

Au 31 décembre 2025, trois plans d'actions de performance approuvés par le conseil d'administration sont valorisés dans les comptes du Groupe :

■ Plan 2023

Le conseil d'administration du 19 juin 2023 avait décidé de la mise en place d'un nouveau plan d'actions de performance au nombre total de 4 800 titres, attribués en deux tranches :

- 1 390 titres attribués le 19 juin 2023, sous réserve de la validation par l'assemblée générale effectivement intervenue le 20 juin 2023 (s'agissant d'actions attribuées à des mandataires sociaux), pour une valorisation totale de 391 980 € (soit 1 390 titres valorisés à 282 €) sur une durée de *vesting* de 33 mois ;
- ainsi qu'une deuxième tranche portant sur 3 410 titres valorisés à 285,50 € (soit 973 555 € au total) sur une durée de *vesting* de 30 mois.

Suite au changement intervenu en septembre 2024 au sein de la direction générale du Groupe, le nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux au titre de ce plan a été ramené à 590.

L'impact constaté dans le compte de résultat au 31 décembre 2025 est de 656 k€, contribution incluse.

■ Plan 2024

Le conseil d'administration du 15 mars 2024 avait décidé de la mise en place d'un nouveau plan d'actions de performance se composant de 5 000 titres, attribués en deux tranches :

- 1 590 titres attribués le 15 mars 2024, sous réserve de la validation par l'assemblée générale effectivement intervenue le 21 juin 2024 (s'agissant d'actions attribuées à des mandataires sociaux), pour une valorisation initiale totale de 559 680 € (soit 900 titres valorisés à 352 €) sur une durée de *vesting* de 33 mois ;
- ainsi qu'une deuxième tranche de 3 410 titres dont l'attribution a été décidée par le conseil d'administration en date du 20 juin 2024 pour une valorisation totale de 1 188 385 € (soit 3 410 titres valorisés à 348,50 €) avec une durée de *vesting* de 30 mois.

Suite au changement intervenu en septembre 2024 au sein de la direction générale du Groupe, le nombre d'actions attribuées aux mandataires sociaux au titre de ce plan a été ramené à 640.

La charge comptabilisée sur l'exercice 2025 au titre de ces deux tranches s'élève à 708 k€, contribution incluse.

■ Plan 2025

Le conseil d'administration du 12 mars 2025 a décidé de la mise en place d'un nouveau plan d'actions de performance se composant de 5 000 titres, attribués en deux tranches :

- 800 titres attribués le 12 mars 2025, sous réserve de la validation par l'assemblée générale effectivement intervenue le 19 juin 2025 (s'agissant d'actions attribuées à des mandataires sociaux), pour une valorisation initiale totale de 77 520 € (soit une valorisation unitaire de 323 €) sur une durée de *vesting* de 33 mois ;
- ainsi qu'une deuxième tranche de 4 240 titres dont l'attribution a été décidée par le conseil d'administration en date du 11 septembre 2025, pour une valorisation totale de 1 384 360 € (soit une valorisation unitaire de 326,50 €) avec une durée de *vesting* de 28 mois.

Suite à la prise de fonction du nouveau directeur générale depuis le 1^{er} septembre 2025, le conseil d'administration a décidé que Paul Martingell bénéficiera :

- de 1 000 actions gratuites de performance au titre du plan d'actions gratuites de performance mis en place lors de sa réunion du 12 mars 2025 ;
- par ailleurs, 3000 actions gratuites de performance supplémentaires ont été attribuées par le conseil d'administration afin de compenser les avantages perdus en démissionnant de ses fonctions pour rejoindre Virbac, selon les modalités suivantes :
 - 2 000 actions gratuites de performance seront acquises après une période de présence de deux ans suivant leur date d'attribution et si la société réalise un Ebit ajusté supérieur à 10% ;
 - 1 000 actions gratuites de performance seront acquises après une période de présence de trois ans suivant leur date d'attribution et si la société réalise un Ebit ajusté supérieur à 10%.

La charge comptabilisée sur l'exercice 2025 au titre de ce plan s'élève à 395 k€, contribution incluse.

A36. Dividendes

En juin 2025, l'assemblée générale a proposé le versement d'un dividende de 1,45€ par action, soit un montant total de 12 166 457 € ; le montant actuellement payé pendant l'exercice a cependant été ramené à 12 147 845 € compte tenu du nombre d'actions en circulation.

Au titre de l'exercice 2025, il sera proposé à l'assemblée générale d'attribuer un dividende net de 1,45 € par action de nominal de 1,25 €, ce qui représente un montant global de 12 166 k€.

A37. Effectifs

Évolution des effectifs par zone géographique¹

	2025	2024	Variation
Europe	2 093	2 029	3,2%
Amérique latine	1 051	1 030	2,0%
Amérique du Nord	561	547	2,6%
Asie de l'Est	1 037	1 068	-2,9%
Pacifique	332	339	-2,1%
Inde, Afrique & Moyen-Orient	1 368	1 309	4,5%
Effectifs	6 442	6 322	1,9%

Répartition des effectifs par fonction¹

	2025		2024	
Production	2 354	36,5%	2 368	37,5%
Administration	873	13,6%	832	13,2%
Commercial	2 492	38,7%	2 415	38,2%
Recherche & Développement	723	11,2%	707	11,2%
Effectifs	6 442	100,0%	6 322	100,0%

¹dans notre rapport annuel 2024, les effectifs de nos récentes acquisitions, à savoir Globion, Sasaeah et Mopsan, n'étaient pas mentionnés faute d'information suffisante à cette date. En 2025, les effectifs reflètent l'intégralité du périmètre

A38. Information sur les parties liées

Rémunération des membres du conseil d'administration

	Rémunération de la présidente	2025	Rémunération de la présidente	2024
		Rémunérations		Rémunérations
Marie-Hélène Dick-Madelpuech	125 000 €	33 000 €	125 000 €	31 000 €
Pierre Madelpuech	—	33 000 €	—	31 000 €
Solène Madelpuech	—	33 000 €	—	31 000 €
Philippe Capron ¹	—	36 000 €	—	34 000 €
Olivier Charmeil	—	33 000 €	—	31 000 €
Société Cyrille Petit Conseil représentée par Cyrille Petit	—	33 000 €	—	31 000 €
Censeur, société XYC Unipessoal Lda représentée par Xavier Yon ²	—	N/A	—	13 000 €
Censeur, Rodolphe Durand	—	30 000 €	—	28 000 €
Total	125 000 €	231 000 €	125 000 €	230 000 €

¹la rémunération de Philippe Capron prend en compte ses fonctions de président du comité d'audit

²fin de mandat de censeur le 21 juin 2024

Rémunération des membres de la direction générale

Au 31 décembre 2025 - Montants bruts dus au titre de l'exercice

	Rémunération fixe (y compris avantages en nature)	Indemnité de prise de fonction	Rémunération variable	Rémunération totale
Paul Martingell	208 288 €	250 000 €	116 400 €	574 688 €
Habib Ramdani	362 497 €	0 €	155 364 €	517 861 €
Marc Bistuer	268 066 €	0 €	67 968 €	336 034 €
Total	838 851 €	250 000 €	339 732 €	1 428 583 €

Au 31 décembre 2024 - Montants bruts dus au titre de l'exercice

	Rémunération fixe (y compris avantages en nature)	Rémunération liée aux mandats d'administrateurs dans des sociétés du Groupe	Rémunération variable	Rémunération totale
Sébastien Huron ¹	389 921 €	33 750 €	0 €	423 671 €
Habib Ramdani	295 983 €	—	102 856 €	398 839 €
Marc Bistuer	262 710 €	—	78 241 €	340 951 €
Total	948 614 €	33 750 €	181 097 €	1 163 461 €

¹la rémunération fixe inclut 84 800 € due et payée au titre de l'indemnité de non-concurrence pour l'exercice 2024. L'intégralité de l'indemnité de non concurrence a été provisionnée dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2024, pour un montant de 500 000 €

Les rémunérations versées au titre de l'exercice 2025 correspondent à la rémunération fixe versée en 2025, à la rémunération variable versée en 2026 au titre de 2025 et aux avantages en nature accordés en 2025 (véhicule de fonction). En complément, le conseil d'administration du 18 juin 2025 a décidé d'attribuer à Paul Martingell une indemnité financière d'un montant total de 500 000 euros bruts, dont la moitié a été versée au moment de la prise effective de ses fonctions en septembre 2025.

Critères d'assiette de la part variable

Chaque membre de la direction générale a un objectif de rémunération variable qui représente un pourcentage de sa rémunération fixe.

La rémunération variable des membres de la direction générale est essentiellement fonction des objectifs suivants :

- croissance du chiffre d'affaires ;
- croissance du résultat opérationnel courant ;
- maîtrise de la trésorerie et de l'endettement du Groupe ;
- objectifs RSE.

Autres avantages

En sus des différents éléments de rémunération, les membres de la direction générale bénéficient des avantages décrits ci-dessous.

■ Véhicule de fonction

Le directeur général ainsi que les directeurs généraux délégués bénéficient d'un véhicule de fonction, selon la politique définie par le comité des nominations et des rémunérations.

■ Régime d'assurance maladie, maternité, prévoyance et retraite

Le directeur général et les directeurs généraux délégués bénéficient des régimes d'assurance maladie, maternité, prévoyance et retraite dont bénéficient l'ensemble des cadres de la société, dans les mêmes conditions de cotisations et de prestations que celles définies pour les autres cadres de la société.

■ Régime d'assurance chômage

Le directeur général bénéficie du régime d'assurance chômage privée de la Garantie sociale des chefs d'entreprise (GSC) selon la formule 70 sur un an, le montant des cotisations annuelles ne pouvant excéder 15 000 €.

Les directeurs généraux délégués bénéficient du régime d'assurance chômage des salariés de l'entreprise.

■ Indemnités de départ contraint

Le directeur général ne dispose pas d'indemnité de départ contraint.

Les directeurs généraux délégués ne disposent d'aucune indemnité de départ extra-légale, mais sont susceptibles de bénéficier d'une indemnité de départ au titre de leur contrat de travail.

■ Indemnités de non-concurrence

Le conseil d'administration du 18 juin 2025 a décidé que le directeur général sera soumis à une clause de non-concurrence, selon laquelle il lui sera interdit de travailler directement ou indirectement pour ou d'exercer tout mandat social ou d'exercer autrement toute activité dans tout groupe ou société ayant directement ou indirectement une activité de recherche, développement, fabrication et/ou commercialisation de produits de santé animale, dans les pays où Virbac a une filiale ou une participation.

Cette obligation de non concurrence sera limitée à une période de dix-huit (18) mois à compter de la cessation effective du mandat social au sein de la société.

En contrepartie de l'obligation de non-concurrence, le directeur général percevra mensuellement, pendant toute la durée de l'interdiction de concurrence, une indemnité d'un montant égal à quatre-vingt (80) % de sa rémunération mensuelle fixe brute perçue au titre du dernier exercice clos de la société (y compris toutes autres rémunérations liées à ses mandats au sein du groupe Virbac). Cette indemnité sera plafonnée à six cent mille (600 000) € brut pour cette période de dix-huit (18) mois. Le conseil d'administration se réserve le droit de renoncer à imposer au directeur général le respect de cette clause de non-concurrence.

Les directeurs généraux délégués ne sont pas soumis à des engagements de non-concurrence au titre de leur mandat ou de leur contrat de travail et ne sont donc pas susceptibles de bénéficier d'indemnité de non-concurrence.

■ Prise en charge des frais d'installation sur Nice

Le conseil d'administration du 18 juin 2025 a décidé que la société prendra en charge les frais du déménagement du directeur général ainsi que les frais liés à l'installation dans un nouveau logement. La société prendra également en charge les frais d'une location meublée pendant quatre mois, dans la limite d'un loyer mensuel maximum de 2 000 euros.

■ Attribution d'actions de performance

Conformément à l'autorisation de l'assemblée générale, certains salariés et dirigeants de Virbac et de ses filiales bénéficient depuis 2006 d'une rémunération de long terme sous forme d'attribution d'actions de performance. Les conditions de performance à satisfaire pour l'acquisition des actions de performance sont mesurées par rapport à des objectifs internes de résultat opérationnel consolidé et d'endettement net consolidé du Groupe à l'issue du deuxième exercice complet suivant la date d'ouverture du plan. Ces éléments prennent donc en compte la performance du Groupe sur plus de deux exercices.

Les attributions d'actions de performance accordées aux membres de la direction générale au titre des cinq derniers exercices sont les suivantes :

	Nombre d'actions Plans 2022	Nombre d'actions Plan 2023	Nombre d'actions Plan 2024	Nombre d'actions Plan 2025
Paul Martingell	—	—	—	4 000
Habib Ramdani	250	350	400	800
Marc Bistuer	150	240	240	—
Total	400	590	640	4 800

A39. Engagements hors-bilan

■ Cautions ou garanties données par Virbac ou certaines de ses filiales

L'état des principales cautions et garanties accordées est présenté ci-après :

en k€	Nature	Date limite de validité	2025	2024
Virbac Mexico	Garantie fiscale souscrite dans le cadre d'un litige en cours	—	5 545	
Virbac Uruguay ¹	Garantie hypothécaire sur le site industriel	Reconduction annuelle	3 404	3 850
Engagements donnés			8 949	3 850

¹garantie octroyée dans le cadre d'un prêt bancaire long terme non tiré à la date de clôture

■ Passifs éventuels

Nous pouvons parfois être impliqués dans des contentieux, ou d'autres procédures légales, généralement liés à des litiges relatifs aux droits de la propriété intellectuelle, des litiges en matière de droit de la concurrence et en matière fiscale. Chaque situation est analysée au regard d'IAS 37 ou au regard d'Ifric 23, lorsqu'il s'agit d'incertitude relative au traitement des impôts (voir notes A16 et A19).

Aucune provision n'est constituée lorsque la société considère que le passif est éventuel, et une information est donnée en annexe.

Au 31 décembre 2025, nous n'avons identifié aucun passif éventuel.

A40. Périmètre de consolidation

Raison sociale	Localité	Pays/région	2025		2024	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
Europe						
Virbac (société mère)	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Interlab	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac France	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Nutrition	Vauvert	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Diagnostics	La Seyne-sur-Mer	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Alfamed	Carros	France	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Belgium SA	Wavre	Belgique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Nederland BV ¹	Barneveld	Pays-Bas	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Switzerland) AG	Glattbrugg	Suisse	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Ltd	Bury St. Edmunds	Royaume-Uni	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SRL	Milan	Italie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Danmark A/S	Kolding	Danemark	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Tierarzneimittel GmbH	Bad Oldesloe	Allemagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac SP zoo	Varsovie	Pologne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hungary Kft	Budapest	Hongrie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hellas SA	Agios Stefanos	Grèce	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac España SA	Barcelone	Espagne	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Österreich GmbH	Vienne	Autriche	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac de Portugal Laboratorios Lda	Almerim	Portugal	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Hayvan Sağlığı Limited Şirketi	Istanbul	Turquie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Ireland Ltd	Dublin	Irlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Czech Republic s.r.o (ex GS Partners)	Prague	République tchèque	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Mopsan Veteriner Ürünleri A.S	Istanbul	Turquie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac NI licenses Ltd	Belfast	Irlande du Nord	100,00%	Globale	—%	—
Amérique du Nord						
Virbac Corporation ¹	Westlake	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale
PP Manufacturing Corporation	Framingham	États-Unis	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Pharma 8 Llc	Wilmington	États-Unis	70,00%	Globale	70,00%	Globale

¹paliers pré-consolidés

Raison sociale	Localité	Pays/région	2025		2024	
			Contrôle	Intégration	Contrôle	Intégration
Amérique latine						
Virbac do Brasil Industria e Comercio Ltda	São Paulo	Brésil	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Mexico SA de CV	Guadalajara	Mexique	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Colombia Ltda	Boqota	Colombie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Laboratorios Virbac Costa Rica SA	San José	Costa Rica	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Chile SpA	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Pataqonia Ltda	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Holding Salud Animal SA	Santiago	Chili	—%	—	100,00%	Globale
Centro Veterinario y Agrícola Limitada	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Centrovét Inc	Allegheny	États-Unis	—%	—	100,00%	Globale
Centrovét Argentina	Buenos Aires	Argentine	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Uruquay SA	Montevideo	Uruquay	99,18%	Globale	99,18%	Globale
Virbac Latam Spa	Santiago	Chili	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asie de l'Est						
Virbac Trading (Shanghai) Co. Ltd	Shanghai	China	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac H.K. Trading Limited	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Asia Pharma Ltd	Hong Kong	Hong Kong	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Korea Co. Ltd	Séoul	Corée du Sud	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac (Thailand) Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Taiwan Co. Ltd	Taïpei	Taïwan	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Philippines Inc.	Taqui City	Philippines	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Japan Co. Ltd	Osaka	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Asia Pacific Co. Ltd	Bangkok	Thaïlande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Vietnam Co. Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00%	Globale	100,00%	Globale
AVF Animal Health Co Ltd Hong-Kong	Hong Kong	Hong Kong	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
AVF Chemical Industrial Co Ltd China	Jinan (Shandong)	Chine	50,00%	Équivalence	50,00%	Équivalence
Shandong Weisheng Biotech Co., Ltd	Jinan (Shandong)	Chine	—%	—	50,00%	Équivalence
Sasaeah Holdings Co Ltd	Tokyo	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Sasaeah Pharmaceutical Co Ltd	Tokyo	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Fujita Pharmaceutical Co Ltd	Tokyo	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Kyoto Biken Hanoi Laboratories Co Ltd	Hung Yen	Vietnam	85,00%	Globale	85,00%	Globale
Kyoto Biken Laboratories Inc	Kyoto	Japon	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Suzhou Pet Food Co Ltd	Suzhou	Chine	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Pacifique						
Virbac (Australia) Pty Ltd¹	Milperra	Australie	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac New Zealand Limited	Hamilton	Nouvelle-Zélande	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Inde, Afrique & Moyen-Orient						
Virbac RSA (Proprietary) Ltd¹	Centurion	Afrique du Sud	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Virbac Animal Health India Private Limited	Mumbai	Inde	100,00%	Globale	100,00%	Globale
Globion India Private Ltd	Hyderabad	Inde	100,00%	Globale	100,00%	Globale

¹paliers pré-consolidés